



Assemblée générale

Soixante-dix-huitième session

68^e séance plénière

Jeudi 11 avril 2024, à 10 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Francis (Trinité-et-Tobago)

La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 63 de l'ordre du jour (suite)

Exercice du droit de veto

Rapport spécial du Conseil de sécurité (A/78/831)

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée générale va maintenant, en application de la résolution 76/262 du 26 avril 2022, tenir un débat sur la situation au sujet de laquelle un membre permanent a opposé son veto à la 9591^e séance du Conseil de sécurité, tenue le 28 mars, au titre de la question intitulée « Non-prolifération : République populaire démocratique de Corée ». Dans le cadre du présent débat, l'Assemblée est saisie d'un rapport spécial du Conseil de sécurité, publié sous la cote A/78/831.

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de Président de l'Assemblée générale.

Déclaration du Président

Le Président (*parle en anglais*) : Nous nous réunissons une nouvelle fois aujourd'hui car un membre permanent du Conseil de sécurité a exercé son droit de veto. Ce recours répété à l'initiative relative au droit de veto nous rappelle de manière saisissante les divisions tenaces qui existent au sein du Conseil et qui minent nos efforts collectifs en faveur de la paix et de la sécurité. Pourtant, cette même polarisation du Conseil de sécurité peut constituer un appel impérieux à l'action – non pas au

désespoir, mais à une coopération sans précédent entre l'Assemblée générale et le Conseil. Le présent débat ne saurait donc être envisagé comme une simple nécessité procédurale. Il s'agit d'une occasion importante de réaffirmer le caractère indispensable de la transparence et de la responsabilité pour l'ensemble des Membres de l'ONU afin de garantir une utilisation responsable du droit de veto. Dans cet esprit, je me félicite que le Conseil de sécurité ait présenté en temps voulu le rapport spécial requis (A/78/831), un document qui témoigne de notre attachement non seulement au dialogue, mais aussi à l'obligation concrète de rendre des comptes.

La situation dans la péninsule coréenne est pour le moins préoccupante. Elle exige un effort urgent de désescalade et un engagement renouvelé à cultiver un climat propice à un véritable dialogue et à une coopération authentique. J'ai profité de ma visite en République de Corée en octobre dernier pour constater moi-même la situation le long de la zone démilitarisée. Bien que ma visite ait eu lieu pendant une période de calme relatif, les informations que j'ai reçues font état d'une situation extrêmement tendue et précaire, où personne n'est en mesure de prédire quand le prochain tir de missile ou de roquette surviendra.

Il est indispensable que la République populaire démocratique de Corée s'engage immédiatement dans un dialogue sans conditions préalables, en respectant ses obligations internationales, dont celle consistant à cesser sans délai ses tirs de missiles balistiques. Ces tirs répétés constituent une violation flagrante des résolutions du

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



Conseil de sécurité et mettent en péril la paix et la sécurité régionales et internationales. Je me fais donc l'écho de la demande pressante adressée à la République populaire démocratique de Corée pour qu'elle s'acquitte pleinement de ces obligations juridiquement contraignantes. Je tiens également à exprimer mon appui aux efforts inestimables et à l'intégrité du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006). À l'heure où l'objectif d'un désarmement nucléaire complet et de la non-prolifération est de plus en plus menacé, nous ne pouvons pas nous permettre de baisser la garde. Nous ne pouvons pas non plus fermer les yeux sur les violations des résolutions du Conseil de sécurité y relatives. Les résolutions du Conseil doivent être respectées et mises en œuvre sans aucune exception, et il faut réunir les preuves des violations, qui doivent elles-mêmes être traitées d'urgence à chaque fois qu'elles se produisent.

Nos préoccupations en ce qui concerne la dénucléarisation dépassent les frontières régionales pour s'étendre au monde entier, et elles revêtent une importance véritablement existentielle. Le spectre d'un conflit nucléaire, qui présente un potentiel d'anéantissement total, doit nous pousser à passer des paroles à une vérification rigoureuse et à une action concrète. Dans les efforts qui sont faits aux fins d'un monde exempt de menaces nucléaires, l'Assemblée générale a un rôle crucial à jouer à l'appui du mandat du Conseil de sécurité en mobilisant tous les acteurs afin d'aller au-delà des simples aspirations et de parvenir à des résultats concrets. Dans cette entreprise, résistons à la tentation de reproduire les divisions existantes au sein du Conseil de sécurité, en particulier en cette période délicate marquée par des tensions géopolitiques accrues et l'érosion de la confiance et de la solidarité. Saisissons plutôt les moments qu'offrent les séances organisées dans le cadre de l'initiative relative au veto comme autant d'occasions de rechercher des solutions et de mettre notre sagesse, nos ressources et notre détermination collectives au service de la paix, de la sécurité et du désarmement.

Je conclurai mon intervention en invitant chaque État Membre à réfléchir à la manière dont l'Assemblée générale peut contribuer de manière constructive à l'atténuation des menaces qui pèsent sur notre sécurité collective et à la réalisation de l'objectif ambitieux du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. En d'autres termes, comment envisageons-nous la suite ? À quelles approches innovantes pouvons-nous recourir pour surmonter les clivages et forger un consensus sur le désarmement nucléaire ? Le résumé du débat critique d'aujourd'hui ne sera pas un simple compte rendu, mais enverra à la présidence du Conseil de sécurité et à tous

les États Membres un signal important réaffirmant notre quête collective et sans relâche de la paix et de la sécurité aux quatre coins du monde. C'est sur cette même question à l'ordre du jour du Conseil de sécurité que l'un de mes prédécesseurs, le Président de l'Assemblée à sa soixante-seizième session, M. Abdullah Shahid, a organisé le tout premier débat plénier de l'Assemblée générale sur l'initiative relative au veto, en juin 2022 (voir A/76/PV.77). Alors que, de toute évidence, les divisions au sein du Conseil de sécurité persistent, j'invite les 193 membres de l'Assemblée générale à s'unir pour lancer un appel retentissant en faveur du désarmement, de la non-prolifération et du dialogue, reconnaissant que notre avenir commun dépend de notre détermination collective à faire tomber les barrières et à renforcer la compréhension. Ouvrons la voie à un monde où la paix et la sécurité prévalent.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Le 28 mars (voir S/PV.9591), la Fédération de Russie a voté contre le projet de résolution S/2024/255, proposé par les États-Unis, sur la prorogation du mandat du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) concernant les sanctions imposées contre la République populaire démocratique de Corée. Il semblerait que certains pays espèrent que nous justifions cette décision de principe aujourd'hui et aient déjà préparé de nouvelles interventions antirusses. Je vais devoir les décevoir, car ils se bercent d'illusions s'ils pensent que proroger le mandat d'experts qui se sont compromis en tirant des conclusions choquantes contribuerait de quelque manière que ce soit à la normalisation de la situation dans la péninsule coréenne et alentour.

L'examen de la question au Conseil de sécurité, il y a exactement deux semaines, a été assez révélateur. À ce moment-là, avant le vote, les membres occidentaux du Conseil ont fortement insisté sur l'importance de proroger le mandat du Groupe d'experts afin de garder le contrôle sur la non-prolifération des armes nucléaires dans la péninsule. Ils ont souligné l'importance d'obtenir des évaluations d'experts indépendants. Et ils ont souligné qu'il importait de rétablir la confiance et le dialogue politique entre le Nord et le Sud. Pourtant, 10 minutes plus tard, immédiatement après notre veto, nous avons eu l'impression de participer à une tout autre séance. Le sort de la péninsule coréenne n'était plus le sujet. Au lieu de cela, révélant de manière éclatante les véritables intentions des partisans du projet de résolution, les membres les plus attachés à préserver le Groupe d'experts ont commencé à se plaindre de l'occasion manquée de mener des enquêtes sur la Russie, avec des conclusions pré-établies. Je n'énumérerai pas toutes les histoires farfelues

dont le Groupe d'experts, et principalement ses membres occidentaux, a traité ces dernières années. Nombre d'entre elles n'avaient pas grand-chose à voir avec les raisons de l'escalade régionale. Le travail du Groupe s'est résumé à adhérer aux approches occidentales, à régurgiter des informations partiales, à analyser les titres des journaux et à utiliser des images satellitaires de mauvaise qualité. Un tel groupe d'experts n'avait tout simplement ni les ressources ni la volonté de procéder à une analyse objective des problèmes qui s'étaient accumulés.

Pendant ce temps, la situation dans la péninsule continue de se détériorer rapidement. Nous sommes tous témoins de la pression sans précédent qu'exerce la coalition dirigée par Washington sur les autorités légitimes de Pyongyang, considérées comme indésirables par l'Occident. Ces politiques comprennent l'intimidation, des restrictions unilatérales draconiennes, une propagande agressive et une diabolisation constante. Il est évident que toutes ces mesures cumulées réduisent la probabilité d'un règlement dans la région et compromettent jusqu'à la possibilité d'y parvenir à l'avenir. La militarisation active de la péninsule, avec le concours direct de Washington et d'autres membres de l'OTAN, est véritablement sans précédent. Certains de ces États se trouvent du reste à des dizaines de milliers de kilomètres de la République populaire démocratique de Corée. Nous aimerions savoir comment ils justifient leur implication dans des manœuvres militaires à l'autre bout du monde.

Aujourd'hui, les délégations occidentales évoqueront probablement le caractère provocateur des activités de Pyongyang liées aux missiles balistiques. Cependant, elles passeront soigneusement sous silence que le 2 avril, les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud ont procédé à un nouvel essai du bombardier stratégique américain B-52H, avec la participation d'avions de chasse de dernière génération de ces trois pays. En outre, en mars, un autre exercice de l'OTAN, Freedom Shield, a donné lieu à 48 mouvements de troupes. C'est deux fois plus que lors d'une campagne d'entraînement similaire menée l'année dernière. Dans le même temps, on ne cache même plus le fait que certains exercices d'entraînement comprennent des répétitions visant la suppression physique des dirigeants de la République populaire démocratique de Corée. Quel bel exemple de la « main tendue » dont la délégation américaine ne cesse de parler.

Ma délégation a souligné à plusieurs reprises qu'au fil des ans, les sanctions n'ont pas contribué à atteindre les objectifs fixés par la communauté internationale ni à normaliser la situation dans la péninsule coréenne. En

séances régulières du Conseil de sécurité, la plupart de ses membres le reconnaissent pleinement.

Pendant ce temps, les sanctions ont des conséquences humanitaires graves qui imposent un lourd tribut à la population nord-coréenne. Du fait de l'effritement de la confiance entre l'ONU et Pyongyang, aucune entité de l'Organisation n'est présente sur le terrain pour traiter de cette question importante. Un nouveau coordonnateur résident en République populaire démocratique de Corée a récemment été nommé, mais les probabilités que son bureau lance de véritables opérations sont quasi nulles.

Compte tenu de ces éléments, nous appelons depuis plusieurs années à revoir les restrictions et à les adapter aux nouvelles réalités du terrain. Une excellente occasion a été manquée fin 2017 et début 2018, lorsque Pyongyang a déclaré un moratoire sur les tirs de missiles intercontinentaux et les essais nucléaires et a accepté un dialogue direct avec le Président des États-Unis sur un règlement. Le Conseil de sécurité n'y a pas réagi à l'époque. La Russie et la Chine ont également présenté un projet de résolution humanitaire et d'autres initiatives. Cependant, toutes nos tentatives se sont heurtées au refus absolu des pays occidentaux de renoncer à leur logique consistant à « étrangler » Pyongyang par tous les moyens. Et c'est important, car ils disposent d'un outil inégalé pour bloquer tout effort permettant de changer ce paradigme.

Les sanctions contre la République populaire démocratique de Corée sont le seul régime de sanctions visant un pays pour une durée indéfinie. Les mécanismes élémentaires d'ajustement ne fonctionnent pas et il n'existe aucune procédure pour prendre une décision de radiation équitable. Tous les régimes de sanctions visant d'autres pays sont assortis d'objectifs finaux réalistes et sont régulièrement réexaminés. Ils font également l'objet d'initiatives visant à éviter des sanctions injustes, telles que la procédure suisse de l'ombudsman. Mais cela ne vaut pas pour la République populaire démocratique de Corée. Pyongyang se voit tout refuser.

Toutes les déclarations des pays occidentaux sur leur attachement à un dialogue en ce qui concerne l'évaluation des sanctions sont autant de discours creux. Nous en avons eu la confirmation à plusieurs reprises. En réalité, tout cela revient à une nouvelle série de critiques et de propositions visant à accroître les sanctions ou, à tout le moins, à laisser les choses en l'état. La situation actuelle le confirme.

Durant les négociations sur le projet de résolution relatif au mandat du Groupe d'experts, nous avons

proposé d'aligner le régime de sanctions oppressives en vigueur contre la République populaire démocratique de Corée sur les pratiques employées à l'égard d'autres pays et de rendre les restrictions annuelles. Les activités du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) prendraient ainsi une portée nouvelle et constructive, puisque le Groupe serait en mesure de proposer des idées réalistes afin d'actualiser les restrictions du Conseil de sécurité au lieu de se livrer à des palabres sans fin. Cela encouragerait également Pyongyang à dialoguer. Cependant, nos collègues du Conseil ont rejeté notre proposition, montrant ainsi que leurs objectifs à l'égard de la République populaire démocratique de Corée restent inchangés. Il est apparu clairement qu'ils ne souhaitent ni enquêtes véritablement indépendantes ni discussions sérieuses. Les pays occidentaux redoutaient tout simplement de perdre l'outil qu'ils utilisaient si efficacement depuis tant d'années pour promouvoir leurs intérêts nationaux égoïstes.

La Russie reste attachée aux obligations qui lui incombent en vertu du droit international. À ceux qui versent des larmes de crocodile sur le Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), j'assure que le Comité continue de fonctionner. Nous ne pouvons toutefois pas accepter l'idée de maintenir le statu quo en ce qui concerne le dossier nord-coréen. Nous espérons qu'à l'avenir, la sagesse prévaudra parmi les membres du Conseil de sécurité, de même que le souci de normaliser la situation dans la péninsule coréenne. Le maintien indéfini de restrictions draconiennes est voué à l'échec et ne répond pas aux exigences de notre époque. À ce stade, il est plus que jamais nécessaire de mener un processus sérieux de réflexion sur l'actualisation du régime de sanctions contre la République populaire démocratique de Corée.

En tant que membre permanent du Conseil de sécurité, la Russie est guidée par une responsabilité particulière en matière de maintien de la paix et de la stabilité et par conséquent, bien que les pays occidentaux ne fassent pas preuve d'une approche raisonnable pour le moment, nous sommes prêts à faire une nouvelle tentative en vue de trouver une solution pour le Groupe d'experts. À ce titre, nous déposerons bientôt au Conseil de sécurité un projet de résolution qui prévoira une prorogation du mandat du Groupe d'experts pour un an et prévoira avec force que le Conseil doit impérativement prendre une décision sur l'actualisation des paramètres du régime de sanctions contre la République populaire démocratique de Corée. Il s'agit peut-être de la dernière occasion pour

le Conseil de parvenir à une décision équilibrée. Nous exhortons ses membres à ne pas la laisser passer.

M. Song Kim (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : La République populaire démocratique de Corée apprécie vivement que la Fédération de Russie ait usé de son droit de veto contre le projet de résolution illégal relatif à la prorogation du mandat du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) (S/2024/255), exerçant ainsi de manière indépendante le droit à la justice internationale et à l'impartialité.

Nous tenons à préciser, une fois de plus, que nous n'avons jamais reconnu les résolutions assorties de sanctions adoptées par le Conseil de sécurité contre la République populaire démocratique de Corée. Ces résolutions vont directement à l'encontre des principes d'égalité souveraine de tous les États et de non-ingérence dans les affaires intérieures des États énoncés dans la Charte des Nations Unies et à l'encontre de l'esprit de respect pour le droit de légitime défense des États souverains.

La séance d'aujourd'hui n'est pas une simple réunion visant à entendre la position des membres sur le recours au droit de veto. Il s'agit en fait d'une occasion importante de décider si nous continuerons de permettre que le Conseil de sécurité soit instrumentalisé par les États-Unis à des fins arbitraires ou si nous ferons en sorte que le Conseil de sécurité garantisse, même tardivement, la justice et l'impartialité dans l'exercice de ses fonctions, comme l'exige la communauté internationale.

En réalité, les résolutions assorties de sanctions prises par le Conseil de sécurité sont le fruit de la politique haineuse et hostile menée par les États-Unis pour fouler aux pieds la souveraineté de la République populaire démocratique de Corée, ainsi que son droit au développement et son droit d'exister. De ce fait, ces résolutions sont des rebuts de l'histoire qui n'auraient jamais dû voir le jour. Si le fait que la République populaire démocratique de Corée possède des armes nucléaires d'autodéfense constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales, comme le prétendent les États-Unis et leurs partisans, nous devrions avant tout débattre de la raison pour laquelle les États-Unis ne sont pas considérés comme une menace pour la paix et la sécurité internationales, alors qu'ils sont le seul pays au monde à avoir utilisé des armes nucléaires et qu'ils ont procédé à 1 000 essais nucléaires et à d'innombrables tirs de missiles balistiques.

Les menaces politiques et militaires constantes et les provocations belliqueuses des États-Unis et de leurs

partisans contre la République populaire démocratique de Corée sont considérées comme défensives et raisonnables, tandis que l'exercice du droit de légitime défense par un État souverain dans le but de se défendre contre le plus grand État doté d'armes nucléaires au monde est considéré comme une menace pour la paix. Cette pratique extrêmement partielle du deux poids, deux mesures et cette théorie hostile sous-tendent les résolutions assorties de sanctions contre la République populaire démocratique de Corée. Outre la République populaire démocratique de Corée, plusieurs autres États sont dotés d'armes nucléaires dans le monde. La République populaire démocratique de Corée est pourtant l'objet des résolutions assorties de sanctions les plus fourbes et cruelles. Cela tient à la complaisance et à la tolérance dont bénéficient l'autoritarisme et l'arbitraire des États-Unis, qui s'opposent à la République populaire démocratique de Corée au motif déraisonnable qu'elle a des idées et un système différents des leurs et qu'elle est contre leurs politiques injustes.

En cette occasion, je ne peux que remettre en question le comportement inhumain des États-Unis et leur pratique extrême du deux poids, deux mesures, qui constituent une grave menace pour l'humanité et détruisent la paix et la sécurité internationales en mettant délibérément le privilège accordé par les États Membres de l'ONU au service de leurs objectifs géopolitiques. Depuis la création de l'ONU, les États-Unis ont recouru au droit de veto près de 90 fois à des fins égoïstes. Rien qu'au cours des derniers mois, ils ont sans pitié bafoué la volonté unanime de la communauté internationale d'instaurer un cessez-le-feu durable dans la bande de Gaza en utilisant leur droit de veto à trois reprises en moins de six mois, causant ainsi la mort gratuite de plus de 30 000 Palestiniens innocents. Il y a quelque temps, ils ont tout particulièrement suscité l'indignation de la communauté internationale en affirmant de manière absurde que la résolution du Conseil de sécurité à peine adoptée sur un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza était non contraignante.

Les États-Unis qualifient ce recours au droit de veto, qui autorise le génocide et l'extinction raciale et menace directement l'existence de l'humanité, de décision juste, et ils estiment qu'un recours au droit de veto pour garantir la justice et l'impartialité constitue une injustice. De telles allégations ne sauraient convaincre quiconque. L'histoire a montré que, au lieu de régler les problèmes, les tentatives de coercition visant à empêcher la République populaire démocratique de Corée d'exercer sa souveraineté se sont heurtées à une méfiance et à une résistance accrues. Même si les États-Unis et leurs partisans imposent des sanctions pendant des centaines ou des

milliers d'années, ils n'empêcheront jamais la République populaire démocratique de Corée de se développer de manière indépendante et de mettre au point une force de dissuasion. Et plus notre peuple souffrira de la politique hostile des États-Unis à l'égard de la République populaire démocratique de Corée, plus l'inéluctable menace pesant sur la sécurité des États-Unis grandira. Elle est révolue, l'époque où les États-Unis pouvaient imposer aux autres pays les normes et les règles qu'ils établissaient à leur guise sur la scène internationale par leur autoritarisme. La République populaire démocratique de Corée ne tolérera jamais l'autoritarisme et l'arbitraire des États-Unis, qui violent délibérément les droits indépendants et les intérêts légitimes d'États souverains. Nous nous acquitterons de nos responsabilités, et nous tiendrons notre rôle sur la voie qui mène à un ordre international juste et pacifique.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice.

M. Lambrinidis (Union européenne) : J'ai l'honneur de m'exprimer au nom de l'Union européenne et de ses États membres. Les pays suivants s'alignent sur la présente déclaration : la Macédoine du Nord, le Monténégro, l'Albanie, l'Ukraine, la République de Moldova, la Bosnie-Herzégovine et la Géorgie, pays candidats, et l'Islande, pays de l'Association européenne de libre-échange, membre de l'Espace économique européen, ainsi que l'Andorre et Monaco.

L'Union européenne regrette vivement que le Conseil de sécurité ne soit pas parvenu à adopter une résolution sur le renouvellement annuel du mandat du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) concernant la République populaire démocratique de Corée. Nous condamnons fermement l'utilisation du veto par la Russie (voir S/PV.9591), qui a bloqué un projet de résolution (S/2024/255) qui bénéficiait pourtant d'un large soutien, 13 membres ayant voté pour. Nous notons que des aménagements substantiels ont été apportés à la position russe au cours des négociations.

Ce veto ne porte pas seulement atteinte à 14 années d'informations crédibles, factuelles et indépendantes sur la mise en œuvre du régime de sanctions, il sape directement l'architecture mondiale du désarmement et de la non-prolifération. L'objectif du régime de sanctions est de restreindre les programmes nucléaires et balistiques illégaux de la République populaire démocratique de Corée, qui constituent une violation directe de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité. Ces résolutions constituent également un outil important pour inciter la République

populaire démocratique de Corée à reprendre le dialogue en vue de trouver une solution pacifique et diplomatique conduisant à la stabilité et à la sécurité dans la péninsule coréenne. Le veto russe rend malheureusement plus difficile la réalisation de ces objectifs en rendant moins transparente la mise en œuvre des mesures imposées. Il s'agit d'une menace pour la paix et la sécurité internationales. Par conséquent, le veto devrait préoccuper tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies.

La République populaire démocratique de Corée utilise des moyens anciens et nouveaux pour échapper aux sanctions et se procurer des fonds, des connaissances et des composants pour ses programmes d'armement illégaux. Les rapports produits par le Groupe d'experts ont été des instruments essentiels pour présenter une image impartiale et précise de la situation, soutenant ainsi le travail du Comité 1718 et nous aidant tous à garantir que les objectifs des résolutions du Conseil de sécurité soient atteints.

Le fait que la Russie a choisi d'exercer son droit de veto est une tentative de dissimuler des transferts illégaux d'armes entre la République populaire démocratique de Corée et la Russie, destinées à être utilisées dans la guerre d'agression non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine. Une guerre qui constitue elle-même une violation manifeste du droit international et de la Charte des Nations Unies. Ces transferts d'armes entre la République populaire démocratique de Corée et la Russie constituent une violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité, notamment les résolutions 1695 (2006), 1718 (2006), 1874 (2009) et 2270 (2016), que la Russie elle-même a soutenues. Nous réitérons notre appel à la Russie et à la République populaire démocratique de Corée pour qu'elles cessent immédiatement ces activités.

Il est profondément regrettable que le veto ait un impact sur la capacité de tous les États Membres de l'ONU à mettre en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité et à lutter contre les actions illégales et déstabilisatrices de la République populaire démocratique de Corée, mettant en péril la paix et la sécurité en Asie du Nord-Est et au-delà. La Russie doit rendre des comptes pour cette action profondément irresponsable qui sape le travail des résolutions du Conseil de sécurité ainsi que le multilatéralisme en tant que moyen de promouvoir la paix et la sécurité internationales.

Malgré le veto russe, le régime de sanctions des Nations Unies restera en place, de même que le Comité 1718 chargé de sa mise en œuvre. L'Union

européenne continuera à faire tout ce qui est en son pouvoir pour garantir l'application fidèle des sanctions contre la République populaire démocratique de Corée, en étroite coopération avec la communauté internationale.

M. Paulauskas (Lituanie) (*parle en anglais*) : Je fais la présente déclaration au nom des États baltes, à savoir l'Estonie, la Lettonie et mon propre pays, la Lituanie. Nous nous associons à la déclaration qui vient d'être faite au nom de l'Union européenne.

La présente séance plénière de l'Assemblée générale a été convoquée parce qu'un membre permanent du Conseil de sécurité, la Russie, a décidé de bloquer la prorogation du mandat Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) concernant la République populaire démocratique de Corée. Nous condamnons fermement cette action délétère de la Russie qui, une fois de plus, sape l'autorité du Conseil de sécurité et dévoie les responsabilités qui lui incombent en tant que titulaire d'un siège permanent.

Au cours des 14 dernières années, le Groupe d'experts a joué un rôle crucial en fournissant des évaluations fiables, factuelles et indépendantes sur la mise en œuvre des sanctions de l'ONU contre les programmes illégaux d'armement nucléaire, de missiles balistiques et d'autres armes de destruction massive menés par la République populaire démocratique de Corée. Le veto de la Russie est intervenu juste après que le chef des Services de renseignement extérieur russe s'est rendu à Pyongyang du 25 au 27 mars pour demander la livraison de nouvelles armes, et alors que le Groupe d'experts avait ouvert une enquête sur les violations, par Moscou, de l'embargo sur les armes imposé à la République populaire démocratique de Corée.

Le dernier rapport en date du Groupe d'experts (S/2024/215, annexe) fait également état de transferts maritimes entre la République populaire démocratique de Corée et la Russie, où les conteneurs échangés, apparemment par centaines, ont ensuite été transportés dans le sud-ouest de la Russie. Le rapport indique par ailleurs que des débris du missile provenant de la République populaire démocratique de Corée ont été retrouvés sur le sol ukrainien. Soyons très clairs : la Russie a acheté des armes et des munitions à Pyongyang pour les utiliser dans la guerre d'agression qu'elle mène contre l'Ukraine.

Le mépris flagrant pour les normes et réglementations internationales qu'affichent la République populaire démocratique de Corée et la Russie érode les fondements mêmes du cadre mondial de désarmement et de non-prolifération et met en péril la sécurité et la stabilité

mondiales. Le recours au droit de veto pour dissimuler des transferts illégaux d'armes entre la République populaire démocratique de Corée et la Russie est intolérable. Nous demandons à l'ONU d'ouvrir une enquête approfondie sur cette question grave des transferts illégaux d'armes, qui violent les résolutions du Conseil de sécurité.

Tout comme la Russie a fait usage de son droit de veto pour mettre un terme au mécanisme transfrontière de la Syrie (voir S/PV.9371) et pour dissoudre le Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali (voir S/PV.9408), le cas actuel de démantèlement par la Russie du Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée apporte une nouvelle preuve que ce membre du Conseil de sécurité non seulement abuse de son droit de veto pour couvrir ses propres actions illégales, mais l'utilise pour permettre aux États qui sont ses clients géopolitiques, et qui sont devenus complices de la guerre qu'il mène contre l'Ukraine, de poursuivre leurs agissements illégaux. Ce comportement dangereux et irresponsable ne doit pas être toléré, et les États Membres de l'ONU doivent trouver d'autres moyens pour préserver le travail des experts.

L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie condamnent fermement la poursuite, par la République populaire démocratique de Corée, de ses programmes nucléaires et balistiques illégaux, en violation flagrante de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité. Il importe de souligner que le régime de sanctions de l'ONU reste en place malgré les efforts déployés par la Russie et la République populaire démocratique de Corée pour le saper. La seule solution envisageable consiste pour ces deux pays à respecter leurs obligations et à cesser toutes les actions illégales qui provoquent directement des souffrances humaines et la destruction d'infrastructures civiles critiques. La communauté internationale doit poursuivre ses efforts afin d'établir des mesures restrictives à même de détecter, révéler et contrer les individus et les entités qui permettent à la République populaire démocratique de Corée de violer les résolutions du Conseil de sécurité ou qui l'encouragent à le faire, notamment dans le cadre de sa coopération militaire croissante avec la Russie.

Nous continuons d'appuyer fermement les efforts internationaux en vue d'une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la République populaire démocratique de Corée. Nous invitons instamment cette dernière à cesser toute action déstabilisatrice dans la péninsule coréenne et alentour, à respecter ses obligations internationales et à renouer un dialogue crédible et authentique avec la communauté internationale.

M. Kridelka (Belgique) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des trois pays du Benelux, à savoir le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et mon pays, le Royaume de Belgique.

Nous nous associons à la déclaration faite au nom de l'Union européenne, et nous souhaitons ajouter les trois points suivants.

Premièrement, en ce qui concerne l'importance du débat d'aujourd'hui, les pays du Benelux ont été fiers de se porter coauteurs de la résolution 76/262, qui confie à l'Assemblée générale le mandat de tenir un débat dans les 10 jours ouvrables suivant l'exercice du droit de veto au Conseil de sécurité. Le droit de veto n'est pas un privilège. C'est une responsabilité. Les membres du Conseil de sécurité agissent en notre nom à tous, au nom de tous les États Membres, dans l'exercice de leur mandat de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Mon deuxième point concerne le veto russe. Lorsque la Fédération de Russie a exercé son droit de veto contre la prorogation du mandat du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) sur la République populaire démocratique de Corée (voir S/PV.9591), elle a agi de manière isolée. À l'exception d'un membre qui s'est abstenu, tous les autres membres du Conseil de sécurité, soit 13 au total, issus de tous les groupes régionaux, appuient la prorogation du mandat du Groupe d'experts.

Le fait est que les programmes d'armes nucléaires et de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée constituent une menace contre la paix et la sécurité internationales. C'est pourquoi le Conseil de sécurité impose des sanctions à la République populaire démocratique de Corée. Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) supervise ces mesures de sanction, et ce comité reçoit l'appui d'un Groupe d'experts, lequel recueille, analyse et publie des informations conformément au mandat qui lui a été confié par le Conseil de sécurité. D'une manière générale, les États Membres souhaitent plus, et non pas moins, de transparence sur les agissements de la République populaire démocratique de Corée. Le veto de la Russie va à l'encontre des efforts collectifs que nous déployons pour renforcer la paix et la sécurité internationales.

Comme ceux qui les ont précédés à la tribune, les pays du Benelux condamnent fermement le veto de la Fédération de Russie. Il est inquiétant que, pour la deuxième fois en moins d'un an, la Russie ait à nouveau

muselé un groupe d'experts. En août 2023, la Russie a mis fin aux travaux du Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali (voir S/PV.9408) lorsqu'elle a opposé son veto à la prorogation du régime de sanctions, qui visait des individus menaçant l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali. Aujourd'hui, nous souhaitons renouveler notre appui de principe aux travaux menés par tous les groupes d'experts des régimes de sanctions de l'ONU, ainsi qu'à la publication de leurs rapports. Les pays du Benelux remercient les membres du Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée de la qualité de leur rapport, et nous remercions de même tous les groupes d'experts.

Mon troisième point porte sur les motivations de la Russie. Nous avons écouté attentivement la justification que l'Ambassadeur russe a apportée aujourd'hui au veto qu'il avait opposé le 28 mars. Pourtant, nous ne sommes pas convaincus. Les raisons de la Russie pour réduire au silence le Groupe d'experts sont claires comme de l'eau de roche. Dans ses rapports, le Groupe d'experts a mené des enquêtes sur les exportations d'équipements militaires de la Corée du Nord vers la Fédération de Russie et publié des informations à ce sujet. La Russie a lancé une agression non provoquée contre son voisin souverain, l'Ukraine, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies. En outre, en violation du régime de sanctions prévu par la résolution 1718 (2006), la Fédération de Russie se procure des armes en Corée du Nord pour mener une guerre illégale. Nous demandons à la Russie de faire machine arrière en ce qui concerne ces deux violations et de rétablir sans condition le mandat du Groupe d'experts. Nous appelons la Russie à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, conformément à la Charte des Nations Unies et aux résolutions de l'Assemblée générale. Nous appelons également la Russie et la République populaire démocratique de Corée à respecter le régime de sanctions prévu par la résolution 1718 (2006), établi par des résolutions du Conseil de sécurité. Toutes les résolutions du Conseil de sécurité sont contraignantes pour l'ensemble des États Membres de l'ONU.

M. Løvold (Norvège) (*parle en anglais*) : Je m'exprime au nom d'un groupe d'États attachés à la mise en œuvre de la résolution 76/262, également connue sous le nom d'initiative relative au droit de veto : Autriche, Bulgarie, Chili, Costa Rica, Danemark, Équateur, Finlande, Islande, Koweït, Liechtenstein, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Singapour et mon propre pays, la Norvège.

Nous sommes préoccupés par le veto qu'a opposé la Fédération de Russie à un texte qui aurait prorogé le mandat du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) sur la République populaire démocratique de Corée (S/2024/255). Il s'agit d'un mandat qui a été adopté à l'unanimité pendant 14 ans. Le veto a fait échouer un texte qui avait fait l'objet de négociations approfondies et qui avait recueilli 13 voix pour. Le Groupe d'experts fournit des informations et des conseils essentiels à tous les États Membres pour mettre en œuvre les mesures adoptées par le Comité 1718 et adoptées par le Conseil. Nous apprécions la possibilité qui nous est offerte aujourd'hui de faire valoir la responsabilité et la transparence en mettant en œuvre l'initiative relative au veto, qui donne aux États Membres l'occasion de débattre d'une question qui nous concerne tous.

Le veto opposé le 28 mars (voir S/PV.9591) sape l'action menée par le Conseil au titre du Chapitre VII et empêche les Membres de l'ONU de respecter ses résolutions contraignantes. Les Membres doivent pouvoir recevoir toutes les informations possibles afin de respecter efficacement leur obligation de mettre en œuvre les résolutions pertinentes, conformément à l'Article 25 de la Charte. S'il est réellement mis un terme au mandat du Groupe, nous ne recevrons pas les informations essentielles et l'expertise technique nécessaires pour mettre en œuvre le régime de sanctions établi par la résolution 1718 (2006) et approuvé par le Conseil de sécurité, qui reste en place. Ce veto constitue un risque direct pour les efforts menés en ce qui concerne la République populaire démocratique de Corée afin de garantir la non-prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques et de leurs vecteurs. Les États ont besoin des informations fournies par le Groupe d'experts pour s'acquitter de leurs obligations internationales, notamment au titre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, de la Convention sur les armes chimiques et de la Convention sur les armes biologiques. Nous demandons au Conseil d'agir conformément à la responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationales qui lui incombe au premier chef et, de la même manière, nous invitons l'Assemblée à tirer le meilleur parti du rôle que lui confère la Charte et à appuyer les actions qui s'imposent lorsque le Conseil de sécurité est empêché d'agir par la menace ou l'emploi du veto.

Étant donné que la Charte impose à tous les États Membres de se conformer à toutes les résolutions du Conseil de sécurité, les États Membres, qu'ils appartiennent ou non du Conseil, doivent réfléchir à la manière dont nous pouvons agir pour préserver les fonctions du

Groupe d'experts après l'expiration de son mandat le 30 avril. Nous exhortons le Conseil de sécurité et l'Assemblée à faire fond sur les débats que nous avons aujourd'hui en prenant des mesures à cette fin. Nous devons respecter nos obligations envers l'Organisation, à commencer par celles relatives à son but énoncé à l'Article 1 de la Charte, maintenir la paix et la sécurité internationales.

À titre national, je ferai également les remarques suivantes.

La Norvège est très préoccupée de voir que la République populaire démocratique de Corée continue de mettre au point des programmes illégaux d'armements nucléaires et de missiles balistiques. En outre, nous jugeons profondément inquiétants les efforts croissants visant à contourner les sanctions du Conseil de sécurité, portant ainsi clairement atteinte aux efforts mondiaux de non-prolifération. L'utilisation par la Russie d'armes et de munitions provenant de la République populaire démocratique de Corée dans la guerre d'agression illégale qu'elle mène contre l'Ukraine est très préoccupante. Le Groupe d'experts fournit des informations essentielles à tous les États Membres de l'ONU, leur permettant de mieux comprendre le contournement des sanctions et leurs violations par la République populaire démocratique de Corée et comment améliorer la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité.

Ayant déjà présidé le Comité 1718, nous savons que le Groupe d'experts joue un rôle essentiel dans les travaux du Comité. Au cours des 14 dernières années, il a fourni des évaluations, des analyses et des recommandations factuelles et a établi des rapports instructifs et indépendants à l'attention de tous les États Membres de l'ONU. Le Groupe d'experts a bénéficié de l'appui unanime du Conseil de sécurité et son mandat a été prorogé chaque année par consensus. Ces rapports essentiels vont désormais prendre fin car un membre permanent a choisi de recourir au veto à la séance du Conseil de sécurité du 28 mars. C'est profondément préoccupant. Nous regrettons également qu'un autre membre permanent se soit abstenu dans le vote sur le renouvellement du mandat.

Les mesures de sanctions adoptées à l'unanimité par le Conseil sont un élément essentiel des efforts que nous faisons pour ralentir et bloquer le développement des programmes d'armement interdits de la République populaire démocratique de Corée. Sans les rapports que le Groupe d'experts adressait au Conseil de sécurité et à nous tous, nous perdons une source d'information importante pour nos efforts de maintien de la paix et de la sécurité internationales. De toute évidence, il faut prendre

de nouvelles mesures en vue de préserver les fonctions du Groupe d'experts au-delà de l'expiration de son mandat le 30 avril.

M. Vasconcelos (Mexique) (*parle en espagnol*) :

Il est regrettable que l'Assemblée générale doive tenir le présent débat à la suite du recours au droit de veto à la séance du Conseil de sécurité consacrée à la non-prolifération et à la République populaire démocratique de Corée (voir S/PV.9591). Le recours fréquent au droit de veto au Conseil de sécurité au cours des derniers mois s'avère encore plus préoccupant. L'Assemblée générale s'est réunie il y a trois jours à propos d'un autre veto (voir A/78/PV.66 et A/78/PV.67). Il apparaît une fois de plus évident que le veto résulte de l'incapacité de parvenir à un accord et qu'il ne favorise pas la recherche d'une compréhension mutuelle. Il s'agit d'un acte de pouvoir qui entrave la volonté des autres.

La République populaire démocratique de Corée continue de développer son programme nucléaire, au mépris flagrant de l'autorité du Conseil de sécurité et en violation des traités internationaux sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires. La poursuite des tirs de missiles et la position claire de la République populaire démocratique de Corée quant à son intention de renforcer son programme nucléaire ne sont pas propices à la paix et à la stabilité. La menace d'emploi d'armes nucléaires augmente de manière exponentielle les risques d'accidents ou d'erreurs d'appréciation, qui deviennent autant d'incitations à la prolifération.

Conformément à la position de longue date de mon pays contre toutes les armes de destruction massive, le Mexique s'oppose catégoriquement à toute activité liée aux armes nucléaires. L'existence d'armes nucléaires est, en réalité, la plus grande menace à laquelle nous soyons confrontés aujourd'hui. Elle ne contribue à régler aucun problème. Nous réaffirmons donc que c'est par le dialogue que les différends doivent se régler. Nous insistons sur la nécessité d'engager avec la République populaire démocratique de Corée un dialogue menant à la dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la péninsule coréenne.

En ce qui concerne le fond du projet de résolution (S/2024/255) qui a fait l'objet d'un veto, à savoir la prorogation du mandat du Groupe d'experts, nous comprenons qu'il s'agissait seulement de renouveler le mandat du Groupe, ce que le Conseil de sécurité a fait chaque année pendant 14 ans. Je tiens à souligner qu'empêcher la prorogation du mandat du Groupe d'experts a des conséquences sur le suivi, par la communauté internationale,

des décisions du Conseil en ce qui concerne la République populaire démocratique de Corée, et qu'il ne s'agit pas d'actes isolés ou dont la portée se limite au champ d'action du Conseil de sécurité.

Des pays comme le mien ne disposent pas des capacités de renseignement permettant de tirer des conclusions sur le non-respect des résolutions du Conseil en Asie du Nord-Est, et mon pays ne peut pas non plus se contenter de valider les affirmations d'États tiers. De ce fait, nous nous fions aux rapports de l'ONU, en l'occurrence ceux du Groupe d'experts, pour obtenir des informations impartiales, objectives et indépendantes sur la mise en œuvre ou la violation des résolutions du Conseil de sécurité.

Nous craignons donc qu'en l'absence de rapports du Groupe d'experts, les délibérations et les actions du Conseil de sécurité se réduisent à des considérations politiques et que les tensions au sein de cet organe perdurent. Le seul moyen objectif d'ajuster les mesures imposées par le Conseil de sécurité, que ce soit par de nouvelles sanctions ou par la levée des sanctions actuelles, repose sur des preuves et informations empiriques. Compte tenu du contexte, marqué par la paralysie et l'escalade, ainsi que du manque de volonté de parvenir à des accords au sein du Conseil de sécurité, le Mexique estime que le moment est venu pour l'Assemblée générale de se montrer plus volontariste dans l'accomplissement de la mission qui lui incombe en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

M. Hilale (Maroc), Vice-Président, assume la présidence.

Nous insistons sur le fait que, même si le Conseil de sécurité agit au nom des 193 États Membres, il ne dispose pas pour autant d'un blanc-seing. L'Assemblée générale peut et doit peser davantage sur les décisions du Conseil de sécurité. Elle doit également exiger l'application du principe de responsabilité en ce qui concerne ces décisions et veiller à la démocratisation des réponses apportées par la communauté internationale aux défis qui intéressent l'ensemble des pays.

Mon pays est attaché à l'avènement durable d'un monde exempt d'armes nucléaires grâce au respect des obligations énoncées dans les divers instruments juridiques dont nous disposons, notamment le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Le Mexique continuera d'appuyer toutes les instances multilatérales qui cherchent à faire cesser la mise au point de capacités

nucléaires à des fins de guerre. Dans le même temps, nous devons renforcer l'architecture internationale du désarmement et de la non-prolifération afin de prévenir les conséquences catastrophiques des armes nucléaires.

M. Van Schalkwyk (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Nous saluons la convocation de la présente séance, en application de la résolution 76/262, sur la question de la non-prolifération nucléaire et de la République populaire démocratique de Corée, qui a fait l'objet d'un veto (voir S/PV.9591). En l'espèce, nous souhaitons nous concentrer sur deux points. Le premier concerne l'exercice du droit de veto au Conseil sur cette question, et le second porte spécifiquement sur la non-prolifération des armes nucléaires en République populaire démocratique de Corée.

S'agissant de l'exercice du droit de veto sur cette question, l'Afrique du Sud souligne qu'elle n'est pas favorable à l'exercice du droit de veto, sur quelque question dont le Conseil est saisi, qui empêche ce dernier de remplir son mandat de maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'Afrique du Sud réaffirme à nouveau le rôle central et l'autorité de l'Assemblée générale en tant qu'organe le plus inclusif, le plus représentatif et le plus démocratique de l'ONU.

Nous souhaitons également souligner qu'en vertu de l'Article 10 de la Charte des Nations Unies, l'Assemblée générale a le droit de discuter toute question, nonobstant le paragraphe 1 de l'Article 12, relatif aux questions qui sont simultanément examinées par le Conseil de sécurité. L'Afrique du Sud convient qu'en la matière, l'Assemblée générale doit être en mesure de demander des comptes au Conseil de sécurité tout en lui permettant de s'acquitter de son mandat. Lorsque le Conseil est dans l'impasse, le renvoi d'une question à l'Assemblée générale doit avoir pour but de débloquer la situation et non de la perpétuer. Nous devons également reconnaître que le recours plus fréquent au veto est peut-être le signe d'un manque croissant d'unité au sein du Conseil. La Charte énonce clairement que le Conseil de sécurité agit au nom de l'ensemble des États Membres de l'ONU. Si le Conseil est dans l'incapacité de le faire, l'Assemblée générale ne doit pas conforter ces échecs, mais doit au contraire mener la communauté internationale sur la voie d'une solution au service du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Pour ce qui est des questions spécifiques liées à la non-prolifération nucléaire, l'Afrique du Sud réaffirme que ni la quête ni la possession d'armes nucléaires ne sont de nature à accroître la sécurité. En conséquence,

l'Afrique du Sud appuie les efforts du Conseil de sécurité visant à empêcher la prolifération de ces armes et de leurs vecteurs par la République populaire démocratique de Corée, ainsi que la dénucléarisation complète de la péninsule coréenne par des moyens pacifiques. Nous estimons que le Conseil doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour encourager la République populaire démocratique de Corée à s'engager sur la voie de l'élimination complète de ses armes nucléaires, à adhérer de nouveau au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à respecter les obligations découlant des accords de garanties vis-à-vis de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Quant aux sanctions contre la République populaire démocratique de Corée et les travaux du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), que le Groupe d'experts appuyait, l'Afrique du Sud est d'avis que l'application des sanctions devrait toujours avoir pour but de soutenir des processus de paix plus larges et d'encourager le dialogue politique. L'Afrique du Sud souligne qu'il faut répondre à la situation humanitaire en République populaire démocratique de Corée conformément aux dispositions des résolutions du Conseil de sécurité, qui habilite le Conseil à autoriser, au cas par cas, l'acheminement d'aide humanitaire et d'autres activités économiques.

Nous prenons note de la complexité des sanctions imposées à la République populaire démocratique de Corée et donc de la nécessité de fournir aux États Membres un calendrier raisonnable en ce qui concerne le respect des sanctions et l'établissement de rapports, mais aussi d'appuyer les efforts qu'ils consentent pour se conformer à ces sanctions. Cela implique d'aider, lorsqu'ils le demandent, à renforcer les capacités des pays rencontrant des difficultés à appliquer les sanctions, car c'est souvent cette difficulté qui conduit à des violations involontaires, et non le manque de volonté politique de satisfaire à ces exigences.

Enfin, l'Afrique du Sud souligne que seule une solution politique permettra de régler la question de la non-prolifération des armes nucléaires et de la République populaire démocratique de Corée. Nous réaffirmons notre conviction la plus ferme que l'élimination complète et vérifiable des armes nucléaires est le seul moyen de se prémunir contre leur utilisation. Par ailleurs, accorder le moindre crédit à la notion de dissuasion nucléaire est un argument en faveur de la prolifération et les doctrines de sécurité de tous les États doivent rejeter catégoriquement de telles idées.

Mme Narváez Ojeda (Chili) (*parle en espagnol*) :

Nous nous félicitons de la convocation de cette séance officielle de l'Assemblée générale pour examiner le recours au droit de veto le jeudi 28 mars (voir S/PV.9591) contre un projet de résolution (S/2024/255) qui visait à proroger le mandat du Groupe d'experts chargé d'assister le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006).

Le Chili s'associe à la déclaration faite par la Norvège au nom d'un groupe de plusieurs pays.

Nous suivons cette séance avec beaucoup d'attention et d'intérêt car, au cours des 15 dernières années, le Groupe d'experts du Comité 1718 a accompli un travail essentiel en fournissant des évaluations, des analyses et des recommandations indépendantes sur la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité. De même, les rapports du Groupe d'experts sont utiles à tous les États Membres et les ont aidés à s'acquitter de leurs obligations en vue d'empêcher la République populaire démocratique de Corée d'obtenir illégalement des armes de destruction massive et leurs vecteurs.

Nous tenons dès lors à remercier tous les experts qui ont participé et contribué aux travaux du Groupe depuis sa création en 2009. Nous nous déclarons aussi préoccupés quant à la situation immédiate des experts du Groupe actuel, qui avaient accepté de mettre à contribution leurs connaissances et leur expérience et dont le travail a été suspendu de manière inopportune à la suite du recours au droit de veto. Le veto opposé à la prorogation du mandat du Groupe d'experts porte un coup sérieux au régime de non-prolifération, ce qui, en définitive, met en péril la paix et la sécurité internationales. Nous exprimons notre profonde inquiétude et notre déception à cet égard, et nous réclamons que le régime de sanctions actuel ne soit pas davantage affaibli. Nous réaffirmons notre appui ferme au travail accompli par le Comité 1718, et nous espérons qu'il pourra continuer de remplir ses obligations au titre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Nous soulignons que les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité doivent toujours être respectées et appliquées. Le Chili soutient résolument l'action et le mandat du Comité 1718, ainsi que l'application du régime de sanctions établi dans ce cadre.

Nous tenons à mettre en lumière et saluer l'action menée par les États-Unis afin de parvenir à un projet de résolution (S/2024/255) qui a reçu l'approbation de 13 membres du Conseil de sécurité, c'est-à-dire une majorité écrasante. Ce résultat montre que les négociations du texte ont été menées de bonne foi.

Nous prenons note du rapport spécial sur le recours au veto opposé à la 9591^e séance du Conseil de sécurité, tenue le 28 mars 2024 (A/78/831). Nous rappelons qu'il est essentiel de réduire les tensions dans la péninsule coréenne. À cette fin, nous demandons à toutes les parties et tous les acteurs concernés de s'abstenir de toute provocation et de se concentrer sur la recherche de solutions diplomatiques et politiques aux désaccords.

Nous réaffirmons notre position en ce qui concerne le recours au veto et le danger qu'il représente lorsque la majorité n'est pas respectée dans le système multilatéral. Nous soulignons que le veto est une responsabilité, et non un privilège. Nous réaffirmons que le recours au veto ces dernières années, qui porte préjudice à la paix et à la sécurité internationales, est une confirmation de la nécessité urgente de restructurer le Conseil de sécurité et ses méthodes de travail. Nous insistons pour que l'exercice du droit de veto soit limité dans des situations telles que les atrocités criminelles et les crimes de guerre.

C'est pourquoi nous demandons instamment que les discussions se poursuivent afin que soient adoptés à l'Assemblée générale l'initiative franco-mexicaine, qui compte déjà 106 États signataires, et le Code de conduite du Groupe Responsabilité, cohérence et transparence par lequel les membres du Conseil s'engagent à ne pas s'opposer aux projets de résolution portant sur des crimes contre l'humanité, des génocides et des crimes de guerre, et dont 130 États sont signataires. Nous lançons un appel pour que davantage d'États Membres de l'ONU adhèrent à ces deux initiatives.

Enfin, je tiens à signaler que l'incapacité du Conseil de sécurité à répondre aux crises a fait se propager un sentiment d'impunité chez les auteurs de crimes de guerre et de défaut de légalité dans les actions de certains protagonistes internationaux, ce qui a conduit à un débat profond sur le pilier Paix et sécurité de l'ONU et sur l'efficacité réelle du système multilatéral, désormais fréquemment perçu comme un nouveau terrain d'affrontement entre les grandes puissances. Nous souhaitons qu'il n'y ait pas de place pour ces affrontements.

M^{me} Chanda (Suisse) : Je remercie le Président d'avoir convoqué la présente séance qui nous permet de prendre la mesure du veto opposé, par un seul membre du Conseil de sécurité, au projet de résolution S/2024/255 qui devait prolonger le mandat du Groupe d'experts soutenant la mise en œuvre des sanctions sur la République populaire démocratique de Corée (voir S/PV.9591). La Suisse regrette profondément ce geste qui va à l'encontre des responsabilités du Conseil, et qui contribue encore au

délitement de l'architecture globale de désarmement et de non-prolifération.

La Suisse a voté pour le projet de résolution car nous considérons, comme la grande majorité des autres membres, que ce projet représentait un compromis acceptable. Nous remercions les États-Unis pour la facilitation du processus de négociation et leurs efforts afin de parvenir à un consensus. Nous reconnaissons également l'engagement des autres membres du Conseil.

Les sanctions sont un outil important du Conseil pour le maintien de la paix et la sécurité internationale. Celles sur la République populaire démocratique de Corée ont été mises en place pour faire face à un programme nucléaire et balistique qui est en violation du droit international et constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales. Le Groupe d'experts joue un rôle clef en facilitant la mise en œuvre de ces sanctions. Ses rapports, fiables et de grande qualité, constituent une source d'information essentielle pour le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2009) du Conseil de sécurité et tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, en particulier en cette période critique où la République populaire démocratique de Corée continue d'accélérer considérablement son programme illicite d'armement nucléaire et balistique.

La décision de bloquer le renouvellement du mandat du Groupe d'experts entrave les efforts de suivi et de transparence sur la mise en œuvre des résolutions du Conseil. Les arguments pour le veto que nous avons entendus ne sauront convaincre ni nous, ni d'autres États Membres. Alors que le Groupe enquêtait sur des violations des mesures de sanctions, ce veto ne fait qu'alimenter les suspicions de non-conformité.

Nous réitérons que l'import et l'export d'armes de et vers la République populaire démocratique de Corée sont contraires au droit international et contribuent au délitement de l'architecture globale du désarmement et de la non-prolifération. Il est pourtant du devoir du Conseil de sécurité de maintenir et de renforcer le régime global de désarmement et de non-prolifération. En tant qu'État non doté de l'arme nucléaires et défenseur du désarmement et de la non-prolifération, la Suisse attend du Conseil qu'il continue à s'acquitter fidèlement de cette tâche, malgré les tensions mondiales.

Les sanctions restent en place. Nous devons tous continuer à les appliquer, bien que le soutien d'experts indépendants pour la mise en œuvre de ces sanctions prendra fin. Nous devons donc chercher des solutions

de remplacement pour répondre à ce manque d'analyse, en attendant que le Conseil soit à nouveau en mesure de se doter d'un groupe d'experts. La Suisse reste ouverte à explorer des solutions, y compris au sein de l'Assemblée générale.

Si ce veto constitue un revers additionnel pour le grand objectif de l'élimination des armes nucléaires, tel que rappelé par le Nouvel Agenda pour la paix, nous ne sommes pas condamnés à baisser les bras. Nous continuerons à nous engager, au sein du Conseil de sécurité et en dehors, d'œuvrer envers cet objectif.

Dame Barbara Woodward (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Le 28 mars (voir S/PV.9591), la Russie a mis son veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité (S/2024/255) portant sur le renouvellement du mandat relatif au travail important mené par le Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), qui veille au respect du régime mondial de non-prolifération. Ce veto ne tient aucun compte des résolutions pour lesquelles la Russie avait précédemment voté, lesquelles protègent le régime mondial de non-prolifération ainsi que la paix et la sécurité internationales.

En raison du veto de la Russie, les Membres de l'ONU ne recevront plus de rapports du Groupe d'experts sur l'accélération des programmes nucléaires et balistiques de la Corée du Nord. Ils ne recevront plus d'informations actualisées du Groupe sur les pratiques de contournement des sanctions adoptées par la Corée du Nord et la Russie, qui risquent désormais de ne plus être signalées.

Ce veto visait à dissimuler le partenariat noué par la Russie avec la Corée du Nord et à faciliter l'escalade des programmes illégaux d'armement de la Corée du Nord. Cela permet à la Russie à son tour de violer, de contourner et d'éluder les sanctions imposées par l'ONU afin d'obtenir des armes et des munitions de la République populaire démocratique de Corée pour son invasion illégale de l'Ukraine.

Le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale sont conscients du fait que la Russie s'est procurée plusieurs dizaines de missiles balistiques et des millions d'obus d'artillerie auprès de la République populaire démocratique de Corée en vue de les utiliser directement contre l'Ukraine, sa population et ses infrastructures civiles. En recourant au veto, la Russie a donc abusé de sa position de membre permanent du Conseil et a porté atteinte au régime mondial de non-prolifération et à la sécurité internationale.

Disons-le clairement à la Russie. Le régime de sanctions de l'ONU est toujours en place et le Royaume-Uni reste déterminé à demander des comptes à la République populaire démocratique de Corée pour ses tentatives de se soustraire aux sanctions prononcées par l'Organisation.

Pour terminer, je tiens à exprimer notre profonde gratitude au Groupe d'experts du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) et aux États-Unis pour le travail accompli en tant que rédacteur au sein du Conseil de sécurité. Les rapports crédibles, objectifs et indépendants du Groupe ont permis à la communauté internationale de suivre l'application des sanctions de l'ONU et ont contribué à empêcher les autorités de la République populaire démocratique de Corée de mettre au point de manière illégale et dangereuse des missiles nucléaires et balistiques.

Nous continuerons à travailler avec tous les États Membres pour assurer le contrôle et l'application du régime de sanctions imposées à la République populaire démocratique de Corée par l'ONU, afin de soutenir le régime de non-prolifération nucléaire et de préserver la paix et la sécurité internationales.

M. Gafoor (Singapour) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à indiquer que ma délégation s'associe à la déclaration faite par le représentant de la Norvège au nom d'un groupe de plusieurs pays.

Nous sommes réunis aujourd'hui parce qu'un membre permanent du Conseil de sécurité, la Fédération de Russie, a exercé son droit de veto le 28 mars (voir S/PV.9591) et empêché l'adoption d'un projet de résolution (S/2024/255) qui aurait prorogé le mandat du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006).

Étant donné que c'est la deuxième fois cette semaine que nous nous réunissons pour discuter du recours au veto par un membre permanent du Conseil de sécurité (voir A/78/PV.66 et A/78/PV.67), je voudrais commencer par une remarque d'ordre plus général. Nous constatons que certains membres permanents du Conseil ont de plus en plus tendance à exercer leur droit de veto sur toute une série de questions. Nous venons à peine de passer le premier trimestre de l'année et nous avons déjà été témoins de trois cas de recours au veto, soit une moyenne mensuelle d'un rejet de projet de résolution par voie de veto.

Nous espérons que cette trajectoire négative ne se poursuivra pas. Les membres du Conseil de sécurité, et en particulier les membres permanents, ont l'obligation

de travailler main dans la main et de bonne foi sur toutes les questions examinées par cet organe afin qu'il puisse s'acquitter de la responsabilité qui lui incombe en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le projet de résolution auquel un veto a été opposé le 28 mars aurait prorogé le mandat d'un groupe d'experts qui, entre autres activités, est chargé de recueillir, d'examiner et d'analyser des informations, en particulier celles relatives au non-respect des résolutions pertinentes du Conseil. Les rapports du Groupe d'experts fournissent aux États Membres de l'Organisation un bon aperçu de l'évolution des programmes nucléaires et d'armes de destruction massive de la République populaire démocratique de Corée, ainsi que des tendances en matière de violation des sanctions dans des secteurs tels que le transport maritime, le commerce, les technologies de l'information et la finance. Le Groupe appuie également le Comité 1718 dans l'élaboration et l'amélioration des notices d'aide à l'application qui permettent aux États Membres de s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu du régime de sanctions le plus complexe du Conseil de sécurité.

Nous prenons au sérieux les obligations mises à notre charge en application de toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Nous les mettons en œuvre de manière rigoureuse et cohérente, y compris en poursuivant les auteurs de violations des lois nationales qui donnent effet à ces sanctions. Nous coopérons étroitement avec le Groupe d'experts, notamment en fournissant des informations le cas échéant. Ses travaux nous aident à mieux comprendre l'évolution du programme d'armes de destruction massive de la République populaire démocratique de Corée. Ils nous permettent également de comprendre les tendances des activités menées en vue de se soustraire aux sanctions et de mettre en œuvre de bonnes pratiques pour mieux aider nos industries à éviter les pièges courants qui pourraient les amener à se heurter aux réglementations en matière de sanctions.

Nous appelons les membres du Conseil à faire un dernier effort pour proroger le mandat du Groupe d'experts, car il reste encore un peu de temps avant l'expiration du mandat en cours à la fin de ce mois. Nous sommes également prêts à discuter des options et possibilités, à l'Assemblée générale, de combler le vide laissé par la cessation des activités du Groupe, si un consensus au niveau du Conseil n'est pas possible.

Enfin, nous tenons à lancer une fois de plus notre appel de longue date à la République populaire démocratique de Corée pour qu'elle cesse immédiatement toute provocation et respecte ses obligations et engagements

internationaux, y compris ceux énoncés dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, afin d'instaurer la paix et la stabilité dans la péninsule coréenne.

M. Fepuleai (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : C'est à la grande déception de mon pays que nous nous réunissons à nouveau pour discuter d'un recours au veto, trois jours seulement après le dernier cas (voir A/78/PV.66 et A/78/PV.67).

La Nouvelle-Zélande a été un des premiers partisans de l'initiative relative au droit de veto. Nous sommes heureux de savoir que les membres permanents qui choisissent d'exercer leur droit de veto sont appelés à s'en expliquer devant l'Assemblée générale. Cependant, la régularité avec laquelle cela se produit encore est très regrettable.

Nous œuvrons depuis longtemps en faveur du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. L'un des principes fondamentaux de notre politique étrangère est notre conviction que la guerre nucléaire doit être évitée et que l'élimination des armes nucléaires est le seul moyen de traiter correctement les risques qu'elles présentent et d'éviter les conséquences humanitaires catastrophiques de leur emploi.

La menace que représente la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs dans notre propre région est aujourd'hui grave et redoutable. Les programmes nucléaire et de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée constituent l'une des plus grandes menaces pour la sécurité et la stabilité dans la région Indopacifique et au-delà. Les agissements de la République populaire démocratique de Corée, qui poursuit ses lancements et essais illégaux de missiles balistiques, sont irresponsables et provocateurs et accroissent les risques d'erreur d'appréciation et de conflit.

La Nouvelle-Zélande a collaboré avec ses partenaires pour veiller à ce que les sanctions de l'ONU atteignent leur objectif, à savoir limiter la mise au point illégale des systèmes d'armement de la République populaire démocratique de Corée.

Le Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) a joué un rôle essentiel dans le suivi des sanctions. Ses rapports ont fourni des preuves et des recommandations indépendantes, approfondies et détaillées, accessibles à tous les États Membres de l'ONU. Ses travaux ont bénéficié à la Nouvelle-Zélande et à d'autres États Membres tandis que nous cherchons collectivement à répondre à la menace

posée par les programmes nucléaires et de missiles de la République populaire démocratique de Corée, et ils ont mis en évidence les cas où d'autres se sont rendus complices en soutenant le contournement des sanctions.

Avant cette année, le mandat du Groupe d'experts avait reçu le soutien unanime du Conseil. Son démantèlement affaiblit le système mondial de non-prolifération et compromet la paix et la sécurité internationales.

On ne peut faire abstraction des circonstances aggravantes dans lesquelles le veto russe a été émis le 28 mars (voir S/PV.9591). Il est choquant que la Fédération de Russie ait unilatéralement mis fin au mandat du Groupe d'experts à la suite d'informations faisant état de sa propre complicité potentielle dans des violations des sanctions. Le fait que ces violations potentielles des sanctions soient liées à la guerre d'agression illégale et non provoquée que mène la Russie contre l'Ukraine rend les actions russes encore plus scandaleuses. Les agissements de la Russie tournent en dérision le Conseil de sécurité et l'Organisation des Nations Unies.

Les partisans de l'initiative relative au veto préconisent depuis longtemps l'exercice, par l'Assemblée générale, de sa responsabilité politique collective pour traiter les questions de paix et de sécurité internationales lorsque l'organe principal chargé de cette responsabilité, le Conseil de sécurité, n'est pas en mesure de le faire. La Nouvelle-Zélande serait donc favorable à ce que l'Assemblée générale joue un rôle constructif dans la recherche de solutions potentielles. Cela devrait inclure l'examen de toutes les options dont elle dispose en vertu de la Charte des Nations Unies afin de garantir que la communauté internationale puisse répondre de manière appropriée et en connaissance de cause aux programmes d'armement illégaux de la République populaire démocratique de Corée et à la menace permanente qu'ils représentent pour la paix et la sécurité régionales et mondiales.

M. Dandy (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : L'Assemblée générale se réunit aujourd'hui pour débattre de l'exercice récent du droit de veto (voir S/PV.9591). Ce recours au veto n'aurait pas eu lieu sans l'égoïsme politique de certains membres occidentaux du Conseil de sécurité, qui cherchent constamment à imposer unilatéralement leurs points de vue sans prendre au sérieux les préoccupations des autres membres du Conseil.

La délégation de la République arabe syrienne a écouté les explications fournies par la délégation de la Fédération de Russie sur son vote contre le projet de résolution des États-Unis concernant la République populaire

démocratique de Corée (S/2024/255). Nous avons pris note des amendements proposés par la Russie au projet de résolution. Ces amendements auraient dû être pris en considération, car il faut reconnaître que la situation dans la péninsule coréenne a considérablement changé et que le Conseil ne doit pas traiter les questions qui lui sont soumises de manière mécanique et détachée de la réalité. Il devrait plutôt mettre à jour ses mécanismes permettant de suivre l'évolution de la situation sur le terrain.

Lorsqu'ils discutent de l'adoption de sanctions visant des États, les membres du Conseil doivent garder à l'esprit que les premiers touchés et les plus grandes victimes de ces sanctions sont les populations des États sanctionnés, au vu de leurs répercussions sur les secteurs vitaux, sur le développement et sur l'exercice des droits humains fondamentaux. À cet égard, le Conseil de sécurité n'a pas réussi à épargner aux civils les conséquences désastreuses des sanctions, ou du moins à les réduire au minimum.

Bien que la Charte des Nations Unies autorise le Conseil de sécurité à prendre des mesures de rétorsion afin de maintenir la paix et la sécurité internationales, le recours à de telles mesures ne doit pas être une fin en soi. Au contraire, des contrôles doivent être effectués pour s'assurer que l'objectif des sanctions est atteint tout en tenant compte, dans ce cas, de la situation humanitaire en République populaire démocratique de Corée. Étant donné que ces sanctions ne sont pas limitées dans le temps, la proposition de réexaminer périodiquement celles imposées par le Conseil à la République populaire démocratique serait un pas dans la bonne direction et rendrait le mandat du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) plus cohérent et plus efficace.

L'insistance des États occidentaux à inciter le Conseil de sécurité à imposer des sanctions à la République populaire démocratique de Corée – et leur précipitation hystérique à mettre en œuvre unilatéralement des mesures coercitives contre le peuple de cet État – a eu des conséquences humanitaires inacceptables et a constitué une menace directe pour sa population. L'aggravation de la situation humanitaire déjà désastreuse sur place ne règlera pas la crise dans la péninsule coréenne ; au contraire, elle accroîtra les tensions et les affrontements qui y sont liés.

Pour terminer, la République arabe syrienne demande que l'on s'abstienne d'imposer des mesures coercitives unilatérales à la République populaire démocratique de Corée et qu'il soit mis fin aux manœuvres

et exercices militaires menés par les États-Unis dans la péninsule coréenne, et que l'on évite toute escalade contraire au mandat du Conseil, qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales, d'assurer le plein respect des buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies et de promouvoir un véritable pluralisme fondé sur les dispositions du droit international.

M. Yamazaki (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président d'avoir organisé l'importante séance d'aujourd'hui.

Je tiens tout d'abord à exprimer une fois de plus notre profond regret que la Russie ait choisi de recourir au veto le 28 mars (voir S/PV.9591) pour bloquer la prorogation du mandat du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), mettant ainsi en péril le régime mondial de non-prolifération. Nous devons dire que l'exercice du droit de veto par la Russie s'oppose et porte gravement atteinte à la lourde responsabilité collective que tous les États Membres de l'ONU ont confiée au Conseil de sécurité en matière de non-prolifération.

Regardons les choses en face. À notre grand regret, la République populaire démocratique de Corée poursuit et même accélère ses programmes nucléaire et de missiles balistiques illégaux, en violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité. Ce pays et d'autres acteurs se soustraient aux sanctions et les violent. En dépit de cela, le Groupe d'experts, qui joue un rôle essentiel dans la lutte contre ces activités de prolifération, est aujourd'hui contraint de mettre fin à ses activités en raison du veto opposé par la Fédération de Russie, un membre permanent de cet organe, auquel incombe la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Rappelons clairement ce pour quoi nous nous battons. Le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité de multiples résolutions au titre de la question intitulée « Non-prolifération : République populaire démocratique de Corée », y compris celles qui prorogent le mandat du Groupe d'experts. Ces résolutions entendent lutter contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, conformément à notre responsabilité collective solennelle de contribuer à la paix et à la sécurité mondiales.

En l'absence de sanctions, la République populaire démocratique de Corée aurait acquis plus de capacités qu'elle n'en a aujourd'hui. En conséquence, depuis la création du Groupe d'experts en 2009, son mandat a été prorogé à l'unanimité chaque année, et il a joué un rôle

clef dans l'amélioration de l'efficacité des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité grâce à ses activités d'enquêtes crédibles, fondées sur des faits et indépendantes, menées de manière objective et impartiale. Le travail du Groupe et ses rapports ont été des ressources riches et éclairantes pour nous tous, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la communauté diplomatique.

Au cours des semaines de négociations sur le projet de résolution S/2024/255, auquel un veto a été opposé, l'écrasante majorité des membres du Conseil, y compris le Japon, ont participé à des discussions honnêtes, transparentes et franches sur le mandat du Groupe d'experts. Cependant, la Russie a malheureusement demandé avec insistance qu'une clause d'extinction soit intégrée dans les sanctions, ce qui reviendrait à récompenser la République populaire démocratique de Corée de mettre au point illégalement des armes de destruction massive, en réexaminant et en allégeant les sanctions. La Fédération de Russie a choisi d'exercer son droit de veto non seulement pour défendre les programmes nucléaire et de missiles balistiques illégaux de la République populaire démocratique de Corée, mais aussi pour étouffer les efforts du Groupe d'experts concernant la manière dont la République populaire démocratique de Corée et la Russie elle-même, entre autres pays, contournent les sanctions dans le monde.

Il convient de rappeler que la Fédération de Russie, membre permanent du Conseil de sécurité, a elle-même fait fi des résolutions pertinentes de cet organe en se procurant des équipements militaires et des munitions auprès de la République populaire démocratique de Corée et en les utilisant dans l'agression non provoquée qu'elle mène contre l'Ukraine, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies. De tels agissements de la part de la Fédération de Russie servent à promouvoir ses propres intérêts au détriment de la responsabilité de la communauté internationale en matière de non-prolifération nucléaire. Ils sont contraires à sa responsabilité particulière de préserver le régime mondial de non-prolifération, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité et en tant qu'État doté d'armes nucléaires en vertu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. En s'abstenant dans le vote, un autre membre permanent du Conseil de sécurité, la Chine, envoie un signal qui encourage le comportement illégal et irresponsable de la République populaire démocratique de Corée.

Il n'est pas exagéré de dire que nous nous trouvons à un moment critique de l'histoire pour la prévention d'une prolifération imminente des armes de destruction massive. Personne n'a intérêt à affaiblir le régime

mondial de non-prolifération. Si ces agissements ne sont pas contrés, le régime mondial de non-prolifération sera ébranlé dans ses fondements. Si la question de la prolifération à laquelle se livre la République populaire démocratique de Corée ne peut être résolue, cela aura des conséquences importantes dans des régions autres que l'Asie, atteignant le reste du monde. Il s'agit là d'une crise grave de non-prolifération à laquelle le monde entier est confronté.

En conséquence, le Conseil de sécurité doit s'efforcer de préserver le Groupe d'experts. Si, hélas, il n'y parvient pas, il sera de son devoir d'œuvrer à sa relance et de veiller à la mise en œuvre complète et effective de ses résolutions dans les meilleurs délais. La communauté internationale ne doit en aucun cas tolérer les programmes nucléaire et de missiles illégaux de la République populaire démocratique de Corée, ni ses violations des résolutions du Conseil de sécurité.

Aucune violation ne doit être récompensée ou tolérée. Forts d'une détermination inébranlable, nous devons nous opposer fermement à la prolifération nucléaire et défendre l'ordre international fondé sur l'état de droit.

M. de Rivière (France) : Le 28 mars dernier, le Conseil de sécurité devait se prononcer sur la reconduction du mandat du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) sur la Corée du Nord. La mise en place de ce groupe avait été décidée par le Conseil en 2009 à l'unanimité (voir S/PV.6141). Il avait été chargé de veiller au respect de mesures que le Conseil avait adoptées, à l'unanimité également. Chaque année, pendant 14 ans, ce groupe d'experts avait été reconduit, toujours à l'unanimité. Chaque année, ce groupe d'experts fournissait des informations et une analyse précieuse sur la situation et les agissements de la Corée du Nord, ainsi que des recommandations impartiales et indispensables pour que tous les États Membres puissent disposer d'informations fiables sur la mise en œuvre des mesures prises par le Conseil de sécurité à l'encontre de la Corée du Nord.

Le 28 mars dernier, la Russie a opposé son veto à sa reconduction (voir S/PV.9591). Elle a allégué divers prétextes pour expliquer ce blocage délibéré de la surveillance des sanctions par un mécanisme indépendant. Elle a affirmé tout d'abord que la situation aurait changé. Examinons les faits. La Corée du Nord poursuit le développement de ses programmes nucléaires et balistiques à un rythme sans précédent. Elle a procédé à quatre nouveaux lancements de missiles balistiques depuis le mois de février. Il y a quelques mois, elle plaçait en orbite

un satellite militaire. Le risque qu'elle procède à un nouvel essai nucléaire ne peut être exclu. Dans ce contexte, qui peut sérieusement douter de la nécessité d'un groupe d'experts permettant de documenter des violations des résolutions du Conseil de sécurité ?

La Russie a prétendu que le Groupe d'experts aurait manqué à son devoir d'impartialité. C'est faux. Le Groupe d'experts publie des rapports sur la base des informations que tous les États sont libres de partager avec lui. Il fournit des éléments d'analyse qui nourrissent les délibérations du Comité 1718, sans préjuger de ses décisions.

La Russie a prétendu que les sanctions contre la Corée du Nord mériteraient d'être révisées. Il n'est pas nécessaire de supprimer le Groupe d'experts pour qu'une telle discussion ait lieu. Les résolutions existantes prévoient déjà que le Conseil se tienne prêt à réexaminer les régimes de sanctions, à la lumière du respect par la Corée du Nord de ses obligations. Dans un esprit de compromis, les auteurs du projet de résolution (S/2024/255) avaient pris en compte cette demande en incluant un paragraphe qui proposait qu'une telle réflexion soit menée d'ici avril 2025.

Aucun de ces prétextes ne fera oublier l'évidence : la Russie a souhaité se débarrasser du Groupe d'experts, parce qu'elle-même se fournit depuis des mois en armes et en munitions auprès de la Corée du Nord, en violation de résolutions dont elle a soutenu l'adoption. Elle souhaite poursuivre cette entreprise impunément, sans témoin. Ce faisant, elle a donné la priorité à la poursuite de sa guerre d'agression illégale contre l'Ukraine, plutôt qu'au respect de l'architecture mondiale de non-prolifération. Elle a utilisé son statut de membre permanent pour récompenser un État qui viole les résolutions du Conseil et soutient sa guerre d'agression.

La France déplore ce veto, dont les conséquences sont dommageables pour l'ensemble des États présents dans cette enceinte. Ce veto prive le Conseil de sécurité d'un outil précieux pour suivre la mise en œuvre de ses résolutions, c'est-à-dire des régimes de sanctions, mais aussi des exemptions humanitaires qu'il a instituées. Ce veto prive l'ensemble des États Membres d'une source d'information cruciale, fiable et indépendante, sur un sujet qui affecte leur sécurité.

Malgré ce veto, les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité pour répondre à la crise de prolifération nord-coréenne restent en vigueur. La suppression du Groupe d'experts n'est pas un blanc-seing. Les violations continues des résolutions du Conseil ne peuvent

être récompensées par un assouplissement des sanctions. La France demeure déterminée à travailler, au sein du Comité 1718 et avec l'ensemble des États membres, pour assurer leur pleine mise en œuvre. Nous restons engagés et souhaitons voir Pyongyang revenir à la table des négociations pour parvenir à un abandon complet, irréversible et vérifiable de ses programmes illégaux d'armes de destruction massive.

Le Conseil de sécurité a la charge de veiller au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Alors que la Corée du Nord poursuit ses activités déstabilisatrices, le Conseil a la responsabilité d'agir. La France continuera de se mobiliser pour qu'il puisse répondre à cette crise majeure de prolifération.

M. Kuymizakis (Malte) (*parle en anglais*) : Malte s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne, en qualité d'observatrice. Je voudrais également formuler quelques observations à titre national.

Comme l'a démontré le dernier lancement de missiles de la semaine dernière, la République populaire démocratique de Corée continue sans relâche à tester des missiles balistiques, en violation des multiples résolutions du Conseil de sécurité et du régime de sanctions. Malte condamne fermement ces violations, qui menacent la paix et la sécurité internationales et portent atteinte au régime de non-prolifération.

L'amélioration du programme illégal d'armes de destruction massive de la République populaire démocratique de Corée est financée et alimentée par une architecture de plus en plus sophistiquée de contournement des sanctions, qui comprend l'acquisition d'articles interdits, des transferts illégaux d'armes et de technologies, et des revenus générés par des cyberactivités malveillantes et des travailleurs à l'étranger.

Au cours des 15 dernières années, le Groupe d'experts a enquêté de manière professionnelle et impartiale sur les violations du régime des sanctions et fait rapport au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006). Les rapports du Groupe ont constitué une source d'information inestimable, non seulement pour le Comité, mais aussi pour l'ensemble des États Membres de l'ONU. Les autorités nationales ont utilisé ces rapports pour suivre l'évolution constante des mécanismes de contournement des sanctions ayant fait l'objet d'enquêtes par le Groupe d'experts.

Il est regrettable qu'un membre permanent du Conseil de sécurité ait recouru au veto pour bloquer le renouvellement du mandat du Groupe (voir S/PV.9591),

surtout si l'on considère que les États Membres de l'Organisation ont tous exprimé un soutien fort au Groupe à l'occasion de la réunion publique d'information du Comité 1718 tenue le 20 mars 2024.

Le projet de résolution S/2024/255 était porteur d'une série de compromis importants quant au mandat du Groupe. Premièrement, il intégrait les demandes visant à lier le renouvellement du mandat du Groupe à des discussions plus larges sur les sanctions, ainsi qu'à un dialogue sur ce dossier. Deuxièmement, il consacrait le caractère confidentiel du rapport à mi-parcours, limitant considérablement la capacité de l'ensemble des États Membres de rester informés et engagés sur ce dossier.

C'était la deuxième fois en moins d'un an que la Fédération de Russie opposait son veto au mandat d'un groupe d'experts (voir S/PV.9408). Comme nous l'avons clairement indiqué au Conseil, nous sommes fermement convaincus que le dialogue est essentiel pour enregistrer des progrès sur l'ensemble de cette question. Aucune disposition du texte n'empêchait les membres du Conseil d'y donner suite.

Toutefois, le projet de résolution visait une prorogation de fond du mandat du Groupe d'experts. Le recours au veto signifie que la communauté internationale ne peut plus compter sur une source d'information précieuse concernant le régime de sanctions le plus complexe et le plus complet de l'ONU.

Soyons clairs. Les groupes d'experts sont indépendants et impartiaux, et leurs mandats doivent être traités comme tels. Toute autre discussion sur le dispositif des sanctions, ainsi que sur un dialogue général, doit être séparée de ce volet.

M. Geng Shuang (Chine) (*parle en chinois*) : Depuis un certain temps, la situation dans la péninsule coréenne est de plus en plus tendue, l'antagonisme et l'affrontement croissants entre les parties suscitant une grande inquiétude au sein de la communauté internationale. Dans le monde d'aujourd'hui, la crise ukrainienne s'éternise et le conflit à Gaza n'est pas près de s'achever. Les tensions géopolitiques ne cessent de croître et leurs conséquences se font sentir. Le monde est déjà suffisamment agité et ne peut pas se permettre de nouveaux troubles dans la péninsule.

Une péninsule coréenne pacifique et stable sert les intérêts communs des pays de la région et répond aux attentes partagées de la communauté internationale. Plus la situation est tendue, fragile, complexe et délicate, plus il importe que toutes les parties soient attentives à la paix

et à la stabilité générales dans la péninsule et dans le reste de l'Asie du Nord-Est, maintiennent le calme, fassent preuve de retenue, évitent de se provoquer mutuellement, prennent des mesures concrètes et mettent tout en œuvre pour promouvoir un règlement politique de la question de la péninsule.

La question de la péninsule, héritage de la guerre froide, traîne depuis des décennies. Il s'agit essentiellement d'une affaire de sécurité. Pour la régler, il est impératif de défendre la vision d'une sécurité commune et de garder à l'esprit le principe de la sécurité indivisible de tous les pays. Aucune des parties à cette question ne doit rechercher sa propre sécurité absolue au détriment de celle des autres. Si les préoccupations de toutes les parties en matière de sécurité, en particulier celles de la République populaire démocratique de Corée, ne sont pas prises en compte, il sera difficile pour la péninsule de sortir véritablement du dilemme de la sécurité.

L'Initiative pour la sécurité mondiale proposée par le Président chinois Xi Jinping défend une vision commune, globale, durable et fondée sur la coopération en matière de sécurité et le règlement pacifique des différends et des litiges entre les pays par le dialogue et la concertation. Cette initiative propose une manière systématique de penser et la voie idoine pour le règlement de la question de la péninsule. Mon pays appelle les parties concernées à travailler ensemble dans un esprit constructif, par le biais d'un dialogue et d'une coopération sincères et pragmatiques, afin de promouvoir la dénucléarisation de la péninsule et la mise en place d'un mécanisme de paix y relatif, dans le but de parvenir à une paix durable et à une sécurité commune en Asie du Nord-Est.

Premièrement, pour régler la question de la péninsule, il est impératif d'abandonner l'approche dépassée de l'affrontement et de la coercition. La guerre de Corée est terminée depuis longtemps, mais la mentalité de la guerre froide qui l'a sous-tendue perdure. Un pays a utilisé la question de la péninsule pour promouvoir ses propres stratégies géopolitiques, renforcer ses alliances militaires, accroître sa présence militaire et attiser l'affrontement entre blocs, exposant ainsi la République populaire démocratique de Corée à de graves menaces existentielles et sécuritaires et mettant grandement en péril les intérêts de la péninsule et des pays voisins en matière de sécurité. De telles pratiques ne contribuent pas à régler le problème, mais ne feront qu'intensifier les antagonismes et les tensions, rendant les objectifs de dénucléarisation, de paix et de stabilité dans la péninsule encore plus difficiles à atteindre. Il est désormais impératif de renoncer

aux actes de dissuasion et aux pressions et de sortir de la spirale de l'escalade de l'affrontement.

Deuxièmement, pour régler la question de la péninsule, il est impératif de rester attaché à une solution politique. L'histoire et la pratique ont montré à maintes reprises que tant que toutes les parties sont disposées à nouer le dialogue, à entamer des négociations et à œuvrer de concert pour atteindre le même objectif, la situation dans la péninsule peut s'apaiser et des progrès peuvent être réalisés dans le processus politique. En revanche, lorsque les parties ne respectent pas le principe de l'action pour l'action ou n'honorent pas les engagements pris dans le cadre des pourparlers tenus sur la question, les occasions de parvenir à un règlement politique sont manquées et les tensions refont surface dans la péninsule. Les parties concernées doivent adopter une approche rationnelle et pragmatique, reprendre les contacts, renforcer la confiance mutuelle et renouer le dialogue dès que possible. Elles doivent suivre l'approche à double voie et le principe de bonne foi et mener leurs actions de manière synchronisée pour promouvoir le processus de règlement politique.

Troisièmement, pour régler la question de la péninsule, il faut absolument que le Conseil de sécurité joue un rôle constructif. La Chine appuie l'application intégrale et précise des sanctions imposées par le Conseil de sécurité à la République populaire démocratique de Corée, mais elle estime toujours que les sanctions ne sont pas une fin en soi et qu'elles ne devraient pas être indéfinies ou gravées dans le marbre. La Chine a toujours souligné que les sanctions devraient servir à promouvoir la dénucléarisation de la péninsule, le dialogue et les négociations entre les parties et le règlement politique, à terme, de la question de la péninsule. Malheureusement, depuis une dizaine d'années, les idées reçues sur la République populaire démocratique de Corée n'ont pas contribué à la réalisation de ces objectifs ; au contraire, elles ont grandement contribué à la détérioration de la situation humanitaire et à la réduction des moyens de subsistance des populations. Le projet de résolution proposé conjointement par la Russie et la Chine au Conseil de sécurité invoque des dispositions réversibles, ajustant les mesures de sanction prises contre la République populaire démocratique de Corée en ce qui concerne l'aspect humanitaire et les moyens de subsistance, et utilisant la question humanitaire comme point de départ pour créer les conditions propices au renforcement de la confiance mutuelle entre toutes les parties et à la reprise du dialogue. Nous espérons que ce projet de texte sera examiné positivement.

Le représentant de la Fédération de Russie vient d'indiquer dans sa déclaration que son pays a l'intention de déposer un nouveau projet de résolution sur la prorogation du mandat du Groupe d'experts mis en place par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006). Nous apprécions cet effort à sa juste valeur. Nous espérons que toutes les parties saisiront cette occasion pour accélérer le dialogue et la concertation, rechercher activement un consensus et travailler à un règlement approprié de la question de la prorogation du mandat du Groupe d'experts dès que possible.

La Chine a toujours adopté une approche responsable dans le cadre de ses efforts pour promouvoir un règlement politique de la question de la péninsule. La Chine est attachée à la paix et à la stabilité dans la péninsule, et elle est pour que la dénucléarisation de la péninsule et l'établissement d'un mécanisme de paix soient menés parallèlement et que les problèmes se règlent par le dialogue et la concertation. En tant que voisine proche de la péninsule et grand pays responsable, la Chine continuera d'œuvrer activement au maintien de la stabilité, de promouvoir les pourparlers et de jouer un rôle constructif dans la promotion d'un règlement politique de la question de la péninsule, dans la reprise rapide du dialogue entre toutes les parties et dans l'instauration d'une paix et d'une stabilité durables en Asie du Nord-Est.

M. Ferreira Silva Aranda (Portugal) (*parle en anglais*) : Le Portugal s'associe à la déclaration faite par le représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice.

Le Portugal, l'un des promoteurs de l'initiative relative au veto, regrette vivement l'utilisation du veto contre un projet de résolution (S/2024/255) visant à proroger d'un an le mandat du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006). Il s'agit d'un nouveau signe de l'incapacité du Conseil à assurer la stabilité et la paix pour le bien de l'humanité tout entière.

Le veto russe (voir S/PV.9591) prive tous les États Membres d'informations vitales sur une question qui concerne directement leur sécurité et la stabilité internationale, et il affaiblit l'architecture mondiale de non-prolifération et le régime de sanctions du Conseil de sécurité.

Ce veto pose deux problèmes majeurs. Premièrement, il met fin au mandat du Groupe d'experts du Comité créé par la résolution 1718 (2006), portant ainsi un coup à l'architecture de la non-prolifération

nucléaire à un moment où elle s'érode sous nos yeux. Il prive la communauté internationale de l'un de ses meilleurs outils pour mettre en œuvre le régime de sanctions imposé à la République populaire démocratique de Corée pour ses violations constantes, délibérées et répétées du droit international.

Les essais nucléaires et les tirs de missiles balistiques auxquels la République populaire démocratique de Corée a procédé méritent notre entière condamnation. Nous demandons instamment à ce pays de cesser ses activités illégales, de respecter ses obligations internationales et de renouer un dialogue crédible et véritable avec la communauté internationale en vue d'une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la péninsule coréenne. En ce qui concerne la Russie, après sa récente dératification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, le veto qu'elle a opposé à la prorogation du mandat du Groupe d'experts du Comité 1718 est une nouvelle mesure prise dans l'intention de saper l'architecture mondiale de désarmement et de non-prolifération nucléaires.

Deuxièmement, le recours au veto par la Russie est une tentative mal dissimulée de la part de ce pays de masquer ses transferts illégaux d'armes depuis et vers la République populaire démocratique de Corée. Les exportations d'armes de la République populaire démocratique vers la Fédération de Russie, en violation des résolutions du Conseil de sécurité, alimentent l'agression militaire non provoquée, injustifiée et illégale menée par cette dernière contre l'Ukraine. Elles ne peuvent être comparées aux transferts d'armes à l'Ukraine, qui exerce son droit de légitime défense, conformément à la Charte des Nations Unies.

Il convient de garder à l'esprit que le régime de sanctions adopté en 2006 contre la République populaire démocratique de Corée reste en vigueur et conserve toute sa légitimité. En fait, depuis cette année-là, le Conseil de sécurité a renouvelé ce régime de sanctions et adopté plusieurs résolutions supplémentaires condamnant les activités nucléaires et de missiles de la République populaire démocratique de Corée. Le rôle et le mandat du Groupe d'experts sont essentiels pour contrôler l'état et l'application de ces sanctions.

La dissolution du Groupe d'experts, bien que profondément regrettable, n'affaiblit pas, et ne peut pas affaiblir notre détermination à maintenir l'architecture internationale de désarmement et de non-prolifération et à appliquer les régimes de sanctions du Conseil de sécurité. À l'heure où nous devons rétablir la confiance entre

les États Membres de l'ONU, renouveler la foi dans le système multilatéral international et renforcer l'architecture mondiale du désarmement et de la non-prolifération, le veto russe va exactement à l'encontre de cet objectif. La Russie doit répondre de cette situation.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer notre soutien indéfectible à l'architecture mondiale de désarmement et de non-prolifération nucléaires, dont la pierre angulaire est le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

M. Hwang (République de Corée) (*parle en anglais*) : Nous sommes réunis dans cette salle aujourd'hui pour discuter d'un cas où un membre permanent du Conseil de sécurité a exercé son droit de veto pour couvrir la violation des résolutions du Conseil.

Il y a deux semaines (voir S/PV.9591), le Conseil de sécurité a tenu un vote concernant le renouvellement du mandat du Groupe d'experts chargé de surveiller l'application des sanctions imposées à la République populaire démocratique de Corée. Il aurait pu s'agir d'une nouvelle prorogation technique, identique à celles que le Conseil a adoptées à l'unanimité au cours des 14 dernières années. Toutefois, la Fédération de Russie a opposé son veto au projet de résolution S/2024/255, car elle ne voulait pas que la tour de guet – le Groupe d'experts – dévoile sa sombre dépravation.

Le Groupe a indiqué dans son récent rapport qu'il avait enquêté sur des informations faisant état de ventes d'armes entre la Fédération de Russie et la République populaire démocratique de Corée, lesquelles constituent une violation flagrante de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité. Le Groupe s'est acquitté fidèlement de sa tâche au cours des 15 dernières années, en fournissant des informations précieuses sur la mise en œuvre et le contournement des sanctions par le plus grand proliférateur nucléaire au monde, la République populaire démocratique de Corée. Il propose des recommandations utiles à tous les États Membres de l'ONU sur la manière de mieux remplir leurs obligations. Le Groupe d'experts a également enquêté sur d'éventuels cas de violation et de contournement des sanctions afin de remédier à tout manquement de la part des États Membres.

Le fait que le Conseil de sécurité ait prorogé à l'unanimité le mandat du Groupe au cours des 14 dernières années montre clairement qu'il apprécie le travail essentiel accompli par cette entité. Malheureusement, avec le veto émis par la Russie, nous avons perdu un canal d'information précieux. Ce veto a également mis à mal l'autorité du Conseil de sécurité, car il a été utilisé simplement pour

bâillonner le rapport du Groupe sur l'achat illégal d'armes à la République populaire démocratique de Corée par un membre du Conseil détenteur du droit de veto, afin d'employer ces armes dans la poursuite de sa guerre d'agression en Ukraine. En outre, le veto envoie un message dangereux aux proliférateurs potentiels, compromettant ainsi le régime mondial de non-prolifération.

M. Kim Sunghoon (République de Corée) (*parle en anglais*) : Par ailleurs, le veto peut même avoir un effet en cascade sur d'autres régimes de sanctions et groupes d'experts du Conseil de sécurité. En tout cas, les affirmations de la Fédération de Russie manquent de cohérence. Premièrement, bien que le projet de résolution en question porte simplement sur la prorogation du mandat, la Russie a exigé une clause d'extinction pour l'ensemble des sanctions. Il est totalement inacceptable d'assortir l'abolition de l'ensemble du régime de sanctions de conditions totalement inopportunes et peu convaincantes, en particulier lorsque la République populaire démocratique de Corée poursuit ses programmes nucléaire et de missiles, sans oublier ses provocations dangereuses et sa politique nucléaire de plus en plus agressive.

Deuxièmement, la République de Corée n'acceptera pas les déclarations fantaisistes et nocives qui consistent à rejeter la faute sur autrui, notamment en affirmant que la politique de légitime défense que nous menons contre les provocations déstabilisatrices et illégales de la République populaire démocratique de Corée incite cette dernière à prendre des mesures d'escalade pour se défendre ou que les sanctions internationales sont à l'origine de la crise humanitaire qui sévit dans ce pays.

Mettons les choses au clair : c'est la poursuite, par la République populaire démocratique de Corée, de ses programmes illégaux d'armes nucléaires et de missiles balistiques qui a donné lieu à ce régime de sanctions rigoureux, et non l'inverse. En outre, la véritable cause de la crise humanitaire en République populaire démocratique de Corée réside dans le fait que ses maigres ressources destinées aux besoins économiques et humanitaires de la population sont détournées au profit de la promotion de son programme illégal d'armes de destruction massive et de l'accumulation de produits de luxe par la famille qui dirige ce pays, et son élite. La communauté internationale, y compris la République de Corée, a fortement soutenu les efforts visant à apporter une aide humanitaire à la République populaire démocratique de Corée, ce que Pyongyang a refusé.

Troisièmement, il est tout simplement faux de dire que nous avons précipité le vote. Celui-ci s'est déroulé à

l'issue d'une période de négociations soutenues de cinq semaines. La République de Corée a même demandé que ce vote soit reporté d'une semaine afin d'éviter un veto.

La Russie a insisté sur une clause d'extinction qui mettrait fin aux sanctions imposées à la République populaire démocratique de Corée en 2025, à moins que le Conseil ne décide de les proroger. Il va sans dire qu'aucun des trois membres permanents – la France, le Royaume-Uni et les États-Unis – ni aucun des dix membres élus du Conseil n'a pu appuyer cette proposition. Il est donc décevant que la Chine n'ait pas défendu un mécanisme essentiel pour le Conseil de sécurité et qu'elle se soit au contraire abstenue dans le vote sur le projet de résolution. Nous avons assidûment essayé de faire des concessions et avons d'ailleurs intégré dans le projet de résolution, et dans un esprit de compromis, de nombreuses propositions faites par la Chine. En tant que membre permanent responsable, la Chine, le plus grand partenaire commercial de la République populaire démocratique de Corée, qui représente plus de 90 % des échanges commerciaux de la Corée du Nord, qui partage la plus longue frontière avec celle-ci et qui a présidé les derniers pourparlers à six, aurait dû défendre le mécanisme essentiel du Conseil de sécurité pour le régime de sanctions établi contre la République populaire démocratique de Corée.

Le Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) cessera d'exister dans moins de trois semaines. Néanmoins, les 10 résolutions du Conseil sur la République populaire démocratique de Corée, adoptées à l'unanimité au cours des deux dernières décennies, et le Comité 1718 continuent d'exister. À ce titre, chaque État Membre doit pleinement se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité. Nous comptons sur la coopération permanente du Président à cet égard.

Le veto russe ne réduira pas à néant les efforts qui sont faits au plan international pour préserver le régime mondial de non-prolifération. Nous trouverons un autre moyen de renforcer le mécanisme de surveillance et de continuer à suivre les violations des sanctions par la République populaire démocratique de Corée. La République de Corée continuera résolument à mener des efforts pour assurer le bon fonctionnement du Conseil de sécurité et de ses mécanismes aux fins de la dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la République populaire démocratique de Corée.

M^{me} Leendertse (Allemagne) (*parle en anglais*) : Mon pays s'associe à la déclaration faite par le représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice.

Je voudrais formuler les observations supplémentaires suivantes à titre national.

Le veto que la Russie a opposé à la prorogation du mandat du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) concernant la République populaire démocratique de Corée (voir S/PV.9591) est un coup extrêmement grave. C'est un coup porté aux efforts que nous faisons conjointement pour empêcher la République populaire démocratique de Corée de développer illégalement son arsenal nucléaire et balistique, qui menace la paix et la stabilité régionales et mondiales.

Ce veto a été une attaque délibérée et à courte vue contre cet instrument de contrôle autorisé par l'ONU, bien établi et largement apprécié. Sa motivation est évidente : protéger les accords d'armement illégaux, immoraux et nuisibles que la Russie a conclus avec la République populaire démocratique de Corée afin de poursuivre sa guerre d'agression illégale contre l'Ukraine. Treize membres du Conseil de sécurité ont montré, par leur vote, qu'ils comprenaient très bien ce contexte.

Une fois de plus, la Russie n'est pas à la hauteur de la responsabilité d'un membre permanent du Conseil de sécurité. Une fois de plus, la Russie abuse de son droit de veto pour poursuivre sa guerre illégale contre l'Ukraine, en violation de la Charte des Nations Unies.

Ce faisant, la Russie va imprudemment à l'encontre des sanctions adoptées par le Conseil de sécurité lui-même en réaction aux graves violations des régimes internationaux de non-prolifération commises par la République populaire démocratique de Corée. Elle génère tout aussi imprudemment des risques graves pour la sécurité régionale et affaiblit les règles internationales de non-prolifération.

Depuis de nombreuses années, le Groupe d'experts fournit des évaluations crédibles, factuelles et indépendantes au Comité 1718 et à tous les États Membres de l'ONU. Le Groupe d'experts est un élément essentiel du régime de sanctions visant la République populaire démocratique de Corée et de l'architecture internationale de non-prolifération au sens large. Sans le précieux travail accompli par le Groupe d'experts, la République populaire démocratique de Corée aurait pu développer ses programmes nucléaire et de missiles à un rythme beaucoup plus rapide et de manière beaucoup plus sophistiquée.

Les mesures restrictives adoptées par le Conseil de sécurité dans une série de résolutions subséquentes restent en vigueur. Aujourd'hui, elles sont plus nécessaires que

jamais, étant donné que Pyongyang ne se montre aucunement décidé à mettre fin à ses programmes nucléaire et de missiles illégaux. Au contraire, la République populaire démocratique de Corée persiste à mener des activités qui menacent la sécurité régionale et la paix mondiale.

Afin d'améliorer l'application des mesures adoptées par le Conseil, le Groupe d'experts a formulé un certain nombre de suggestions précieuses. Il est inconcevable qu'un membre permanent du Conseil de sécurité convienne de certaines mesures mais empêche qu'elles soient appliquées correctement.

Nous ne devons pas permettre à un membre permanent du Conseil d'abuser de son droit de veto pour dissimuler ses propres activités illégales et destabilisatrices. Cette question est importante non seulement pour la stabilité de la région, mais aussi pour la crédibilité de l'ONU dans son ensemble. Ici, à l'Assemblée générale, nous devons rester unis et forts contre cet abus flagrant du droit de veto par la Russie.

M^{me} Sánchez Izquierdo (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je remercie le Président de l'Assemblée générale d'avoir organisé la présente séance, conformément aux dispositions de la résolution 76/262, en raison du veto mis par la Fédération de Russie au Conseil de sécurité le 28 mars (voir S/PV.9591) au projet de résolution (S/2024/255), déposé par la délégation des États-Unis, portant prorogation du mandat du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), concernant la République populaire démocratique de Corée.

En l'occurrence, il est regrettable qu'au regard de la première partie du paragraphe 3 de l'Article 27 de la Charte des Nations Unies, le Conseil n'ait pas été en mesure, une fois de plus, d'adopter un projet de résolution qui avait le soutien de la majorité de ses membres, en raison de l'utilisation du privilège antidémocratique du veto, rompant ainsi avec 14 années de soutien unanime au travail du Groupe d'experts. L'Équateur estime que le texte proposé par le rédacteur contenait la base nécessaire pour la prorogation du mandat du Groupe d'experts du Comité 1718 et la poursuite de son travail professionnel et indépendant. Nous avons donc voté pour le projet de résolution proposé.

En raison de cette décision, non seulement les États Membres perdront l'accès à des sources d'information faisant autorité, mais l'application des sanctions aussi pourrait devenir incertaine, en l'absence d'un mécanisme de contrôle efficace et indépendant. En outre, le

veto mis constitue, dans la pratique, une menace sérieuse pour l'architecture mondiale du désarmement et de la non-prolifération. Il sape les efforts que fait la communauté internationale face à la menace que représente les programmes nucléaire et de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée, et exacerbe la méfiance.

Nous ne pouvons pas permettre que cet échec paralyse les efforts que nous menons aux fins de la dénucléarisation complète et vérifiable de la péninsule coréenne. La prolifération nucléaire représente une menace existentielle pour l'humanité. Le désarmement et la non-prolifération nucléaires constituent une responsabilité morale et éthique que la communauté internationale doit assumer avec détermination et dans le cadre d'une action concertée.

Pour terminer, je réaffirme la conviction de mon pays que le mécanisme créé par la résolution 76/262 contribue à la responsabilité et à la transparence, renforce l'autorité de l'Assemblée générale et sa relation avec le Conseil et, par conséquent, consolide le système des Nations Unies. Nous devons donc évaluer les effets du veto sur la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales qui incombe au Conseil de sécurité.

M. Massari (Italie) (*parle en anglais*) : L'Italie s'associe pleinement à la déclaration faite par le représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice, et souhaite formuler quelques observations à titre national.

L'Italie exprime sa profonde inquiétude face au récent recours au veto par la Russie au Conseil de sécurité (voir S/PV.9591) qui, en soutien à la République populaire démocratique de Corée, a bloqué le renouvellement annuel du mandat du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006). Ce veto constitue une tentative délibérée d'étouffer les enquêtes indépendantes et objectives menées par le Groupe d'experts et de réduire celui-ci au silence. Pendant plus d'une décennie, le Groupe a été l'incarnation de la fiabilité, fournissant des analyses méticuleuses, des évaluations fondées sur des faits et des recommandations inestimables qui ont assuré la mise en œuvre effective des résolutions du Conseil de sécurité imposant des mesures de contrôle des activités de prolifération nucléaire de la République populaire démocratique de Corée.

Les efforts inlassables déployés par le Groupe au cours des 15 dernières années ont permis d'aider les États Membres à s'acquitter des obligations qui leur incombent,

en vertu des résolutions du Conseil de sécurité, concernant l'emploi persistant et illégal d'armes de destruction massive par la République populaire démocratique de Corée. Le récent recours russe au veto ébranle les fondements mêmes de ces efforts, déstabilisant ainsi non seulement le régime mondial de non-prolifération, mais aussi le système des Nations Unies dans son ensemble. En outre, le veto russe entravera considérablement l'application des sanctions imposées par l'ONU à la République populaire démocratique de Corée.

Le fait d'opposer son veto à des initiatives visant à faire la lumière sur les violations du droit international entrave les progrès vers la paix et la sécurité internationales et crée un autre précédent dangereux en permettant à certaines nations de ne pas avoir à répondre de leurs actes. Le veto russe est un rappel brutal des défis dangereux auxquels nous continuons actuellement de nous heurter pour faire respecter les principes consacrés par la Charte des Nations Unies et l'état de droit sur la scène internationale.

Contrairement à la raison invoquée par la Russie pour justifier son recours au veto, la responsabilité de l'aggravation de la crise humanitaire en République populaire démocratique de Corée n'est pas une conséquence des sanctions imposées par l'ONU. En vertu de la dérogation pour raison humanitaire prévue par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), la communauté internationale est prête, et l'a toujours été, à fournir une assistance humanitaire pour alléger les souffrances de la population de la République populaire démocratique de Corée. La réponse aux préoccupations humanitaires doit rester un objectif primordial dans l'instauration de la paix et de la sécurité internationales.

L'Italie souligne qu'il est urgent que la République populaire démocratique de Corée mette fin de manière complète, vérifiable et irréversible à ses programmes d'armes de destruction massive et de missiles balistiques, dans le strict respect des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Nous appelons donc le Conseil de sécurité à reconsidérer sa position et à proroger le mandat du Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée.

Malgré le veto mis par la Russie, le régime de sanctions de l'ONU contre la République populaire démocratique de Corée restera en place, de même que le Comité 1718, qui est chargé de sa mise en œuvre. Mon pays réaffirme sa volonté inébranlable de travailler en collaboration avec toutes les parties prenantes pour assurer la pleine mise en œuvre du régime de sanctions,

en s'attaquant aux actions illégales et déstabilisatrices menées par la République populaire démocratique de Corée et en garantissant la paix et la sécurité en Asie du Nord-Est et au-delà.

M^{me} Beshkova (Bulgarie) (*parle en anglais*) : La Bulgarie s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne, en qualité d'observatrice, et à celle prononcée par le représentant de la Norvège au nom des États attachés à la mise en œuvre de la résolution 76/262. À titre national, je voudrais insister sur les points suivants.

Nous nous réunissons aujourd'hui en raison d'un nouveau veto de la Fédération de Russie, opposé cette fois à un projet de résolution du Conseil de sécurité (S/2024/255) qui aurait prorogé d'un an le mandat du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) sur la République populaire démocratique de Corée.

Nous condamnons fermement le veto de la Fédération de Russie, qui vise à bloquer les travaux du Comité, à étouffer les enquêtes sur les violations des résolutions du Conseil de sécurité par la République populaire démocratique de Corée, à empêcher tous les États Membres de l'ONU de recevoir des informations objectives et impartiales sur l'application du régime de sanctions et à entraver sérieusement la perspective d'un règlement diplomatique pacifique de l'une des questions de prolifération nucléaire les plus dangereuses au monde. Au grand dam de ceux qui tentent de dissimuler le contournement des sanctions, le veto, qui met fin au mandat du Groupe d'experts à un moment où celui-ci enquête sur les violations des mesures de sanction, ne fait qu'alimenter les soupçons sur ces violations. Le veto n'abroge pas le régime de sanctions du Conseil de sécurité contre la République populaire démocratique de Corée et ne jette pas non plus d'ombre sur l'impartialité et le travail acharné du Groupe d'experts. Si les sanctions restent intactes, le veto russe, lui, a d'immenses conséquences car il sape l'intégrité du régime international de non-prolifération nucléaire et la crédibilité du Conseil pour ce qui est de faire respecter ses résolutions.

La Bulgarie réaffirme son appui sans réserve à l'action menée par le Groupe d'experts et aux sanctions ciblées, qui constituent un outil important du Conseil de sécurité pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le travail accompli par le Groupe d'experts est essentiel pour faciliter l'application des sanctions et, pour mon pays, comme pour de nombreux autres États Membres, les rapports du Groupe constituent une source

exceptionnelle d'informations précieuses sur la mise en œuvre des sanctions.

Pour cette raison, et compte tenu du caractère contraignant de toutes les résolutions du Conseil de sécurité, la Bulgarie est prête à participer aux efforts visant à préserver les fonctions du Groupe d'experts et voudrait encourager les autres États Membres à faire le plus grand usage possible des fonctions et pouvoirs de l'Assemblée générale, inscrits dans la Charte des Nations Unies, et à prendre des mesures à cette fin.

M. Szczerski (Pologne) (*parle en anglais*) : La Pologne condamne fermement le veto russe qui bloque la prorogation du mandat du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006). Contrairement à ce que prétend la Russie, le Groupe d'experts n'est pas un organe politisé, mais un ensemble de personnes indépendantes dont le rôle est d'évaluer la mise en œuvre et le respect du régime de sanctions. En tant que membre permanent du Conseil de sécurité, la Fédération de Russie assume une responsabilité particulière dans le processus de prise de décisions de cet organe, aussi bien en ce qui concerne l'adoption des résolutions que leur application ultérieure.

Il est déplorable que, pour des raisons purement politiques, Moscou ait décidé de porter un coup important aux travaux du Comité 1718 et à son groupe d'experts objectif, impartial et professionnel. Le veto russe n'est pas fortuit et sert à limiter le débat sur la fourniture d'armements de la République populaire démocratique de Corée à la Russie. La coopération militaire entre la Russie et la République populaire démocratique de Corée, qui constitue une violation flagrante du régime de sanctions adoptées par le Comité 1718, fait de la Russie le principal bénéficiaire de la situation. Les conséquences tragiques de cette violation sont visibles en Ukraine, où les armes expédiées depuis la République populaire démocratique de Corée sont utilisées par les forces armées russes pour lancer des attaques contre les civils et les infrastructures civiles. Dans ce contexte, nous appelons une fois de plus la Russie à respecter le droit international, à cesser ses activités visant à se soustraire aux sanctions et à accepter le rôle du Groupe d'experts, comme elle l'a fait par le passé.

Contrairement, là encore, à ce que laisse entendre la Russie, la cible du régime de sanctions n'est pas la population civile de la République populaire démocratique de Corée. L'objectif des sanctions est de faire entrave aux programmes nucléaire et balistique illégaux que ce pays mène, en violation flagrante de nombreuses résolutions du

Conseil de sécurité. La communauté internationale s'était efforcée de fournir l'aide nécessaire à la population de la République populaire démocratique de Corée avant la fermeture des frontières. Nous espérons que l'acheminement de l'aide pourra reprendre, parallèlement à une réouverture progressive des frontières et à un retour des organisations d'aide internationale à Pyongyang.

Enfin, nous restons convaincus que seuls des moyens pacifiques sont de nature à permettre d'instaurer une paix durable dans la péninsule coréenne. Par conséquent, nous continuerons d'appeler la République populaire démocratique de Corée à engager des pourparlers sur la dénucléarisation, à abandonner ses programmes nucléaire et de missiles balistiques et à respecter pleinement les résolutions du Conseil de sécurité, ainsi que les autres engagements pris à l'échelle internationale. Nous invitons tous les États Membres à se joindre à nous pour demander à la Russie de cesser ses manœuvres d'obstruction et de soutenir, aux côtés des autres pays, le Comité 1718 et son groupe d'experts, ainsi que la mise en œuvre complète et effective de toutes les résolutions du Conseil de sécurité concernant la République populaire démocratique de Corée.

M^{me} Hayovyshyn (Ukraine) (*parle en anglais*) : Mon pays s'associe à la déclaration faite le représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice, et nous voudrions formuler quelques remarques supplémentaires à titre national.

L'Ukraine condamne fermement le veto que la Russie a opposé au projet de résolution du Conseil de sécurité (S/2024/255) qui aurait prorogé le mandat du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006). Au cours des 14 dernières années, le Groupe d'experts a fourni des évaluations, des analyses et des recommandations factuelles, objectives et indépendantes sur l'application des sanctions imposées par l'ONU à la République populaire démocratique de Corée. Les rapports du Groupe d'experts ont été pour tous les États Membres une source d'information essentielle, utile pour mieux comprendre la manière dont la République populaire démocratique de Corée échappe aux sanctions et les violations qu'elle commet, ainsi que pour la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité.

En raison du veto russe, le mandat du Groupe d'experts expirera le 30 avril. Ce veto compromet gravement le régime international de non-prolifération et constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales, tout en portant un coup sérieux à l'ensemble du mécanisme de

sanctions imposées à la République populaire démocratique de Corée.

L'Ukraine dénonce la quête illégale d'armes de destruction massive et de missiles balistiques par la République populaire démocratique de Corée. Rien que ces derniers mois, Pyongyang a procédé à plusieurs tirs de missiles balistiques, mettant en péril la paix et la stabilité régionales. Nous appelons la République populaire démocratique de Corée à s'abstenir de procéder à des essais de missiles balistiques et à appliquer et à respecter pleinement toutes les résolutions du Conseil de sécurité relatives à ses programmes d'armes de destruction massive et de missiles balistiques.

L'Ukraine rejette catégoriquement les déclarations selon lesquelles les sanctions sont à l'origine d'une crise humanitaire en République populaire démocratique de Corée. Soyons clairs : la seule cause des crises humanitaires avec lesquelles ce pays est aux prises, c'est sa décision de détourner, vers ses programmes illégaux d'armes de destruction massive et de missiles balistiques, les ressources destinées à ses besoins humanitaires et économiques.

Il est également évident que le rejet du projet de résolution ne peut qu'encourager la République populaire démocratique de Corée à poursuivre le développement de ses programmes nucléaire et de missiles, augmentant ainsi les menaces pour la sécurité mondiale et régionale, et retardant un règlement pacifique et diplomatique du conflit menant à la stabilité et à la sécurité dans la péninsule coréenne.

La Russie a opposé son veto au projet de résolution au moment même où le Groupe d'experts enquêtait sur des violations de l'embargo sur les armes imposé à la République populaire démocratique de Corée que commet Moscou en achetant à Pyongyang des armes et des munitions, y compris des missiles balistiques, que l'agresseur russe utilise ensuite dans sa guerre contre l'Ukraine.

Nous tenons à souligner que la poursuite de l'acquisition d'armes et de matières connexes auprès de la République populaire démocratique de Corée constitue une violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité. Par conséquent, la Russie doit répondre de ces violations flagrantes du droit international, y compris des résolutions du Conseil de sécurité. Il ne fait aucun doute que la Russie cherche à lever le régime de sanctions, qui est manifestement considéré comme un obstacle au renforcement de sa coopération militaire et technique avec le régime de Pyongyang.

Le recours coutumier de la Russie au veto contre les résolutions relatives aux sanctions est déjà très révélateur. Outre le projet de résolution concernant le Groupe d'experts chargé d'examiner la situation en République populaire démocratique de Corée auquel un veto a été opposé, Moscou a mis fin l'année dernière aux sanctions imposées au Mali par l'ONU. Il est également alarmant que la Russie menace d'exercer encore à l'avenir son droit de veto contre des mesures de sanctions adoptées par l'Organisation des Nations Unies.

Nous appelons tous les États Membres de l'ONU à condamner le veto russe opposé au projet de résolution sur la prorogation du mandat du Groupe d'experts du Comité 1718, ainsi que les violations flagrantes, par Moscou et Pyongyang, des résolutions du Conseil de sécurité, et à prendre des mesures énergiques pour mettre fin à la livraison d'armes et de munitions par la République populaire démocratique de Corée à la Russie pour les besoins de la guerre que ce pays mène contre l'Ukraine.

M^{me} Zalabata Torres (Colombie) (*parle en espagnol*) : Pour la deuxième fois cette semaine, nous sommes convoqués à une séance plénière de l'Assemblée générale pour débattre de la situation dans laquelle la prérogative du veto a été utilisée lors de l'examen d'un projet de résolution du Conseil de sécurité (S/2024/255). Le recours de plus en plus fréquent au veto, au détriment du mandat essentiel de maintien de la paix et de la sécurité internationales confié au Conseil de sécurité, est préoccupant.

La Colombie regrette qu'en raison du recours au veto, le mandat du Groupe d'experts créé par la résolution 1874 (2009), qui prend fin le 30 avril, n'ait pas été prorogé. Mon pays reconnaît le travail technique, objectif et indépendant accompli par le Groupe d'experts pour assurer le respect de chacune des mesures imposées à la République populaire démocratique de Corée et, à cet égard, pour aider le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) à mener à bien ses travaux.

Le non-respect, par la République populaire démocratique de Corée, des résolutions du Conseil de sécurité, la poursuite de ses provocations et son absence de coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique confirment la nécessité des évaluations, analyses et recommandations du Groupe d'experts afin non seulement d'exécuter le mandat du Comité, mais aussi de soutenir tous les États dans la mise en œuvre des résolutions et des mesures imposées par chacune d'entre elles.

Face à la polarisation et aux tensions géopolitiques, le multilatéralisme est l'outil par excellence qui

nous permet de trouver des solutions pour construire et maintenir la paix et la sécurité internationales. Il est regrettable qu'un projet de résolution qui bénéficiait du soutien de la majorité des membres du Conseil de sécurité, et qui est important pour le régime de désarmement et de non-prolifération, n'ait pas été adopté.

Il est clair pour la Colombie que le veto est une prérogative injustifiable qui limite l'efficacité du Conseil de sécurité dans l'accomplissement de son mandat. Il est donc nécessaire de continuer à plaider pour son abolition.

Nous soulignons qu'en attendant, il importe de renforcer et d'élargir l'adhésion des États Membres à tous les mécanismes qui limitent l'exercice du droit de veto et renforcent l'obligation de rendre des comptes lorsque ce droit est exercé, en particulier dans les cas de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, atrocités contre lesquelles il existe une responsabilité collective d'agir. Nous nous référons en particulier à l'initiative franco-mexicaine, au Code de conduite du Groupe Responsabilité, cohérence et transparence, à l'initiative « L'union pour le maintien de la paix », à l'initiative relative au veto et au paragraphe 3 de l'Article 27 de la Charte des Nations Unies.

M. Videche Guevara (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : La tenue de la présente séance de l'Assemblée générale est motivée par une décision très inquiétante et décourageante prise par un État qui est non seulement un membre permanent du Conseil de sécurité, mais aussi l'un des dépositaires du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Un État qui a une responsabilité et un rôle particuliers en vertu de la Charte des Nations Unies et du Traité sur la non-prolifération a décidé d'abroger la surveillance internationale du respect des sanctions contre le seul État à s'être retiré dudit Traité et à avoir procédé à des essais au XXI^e siècle.

Le Costa Rica soutient les travaux du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006). Les rapports du Groupe d'experts, qui ont toujours été adoptés par consensus, ont été complets, indépendants, factuels et d'une grande qualité. Ses rapports semestriels fournissent à tous les États des informations précieuses sur les activités de contournement des sanctions auxquelles se livre la République populaire démocratique de Corée. Ils mettent également en évidence les tendances émergentes et documentent les progrès réalisés par le pays dans ses programmes de missiles balistiques. La non-prorogation du mandat du Comité met fin à un organe chargé de veiller au respect de l'un des régimes de sanctions les plus complets et les plus complexes au monde.

Toutefois, l'importance et les conséquences d'un tel veto sont plus profondes. D'une part, tant que les sanctions resteront en place, le Conseil de sécurité perdra l'accès à un outil primordial pour suivre la mise en œuvre de ses résolutions, y compris des sanctions, ainsi que des exemptions humanitaires, en ce qui concerne la République populaire démocratique de Corée. D'autre part, le veto soulève également des questions sur l'avenir d'autres comités et instruments dans le cas où un membre permanent du Conseil de sécurité déciderait qu'ils ne servent pas ses intérêts nationaux, quand bien même ils seraient importants pour la non-prolifération.

La subordination des objectifs de non-prolifération et de sécurité internationale à d'autres considérations contribue à saper davantage le régime international de non-prolifération et de désarmement nucléaires, ce qui nous préoccupe vivement. En outre, le manque d'unité entre les membres du Conseil de sécurité en matière de non-prolifération rappelle les nombreux échecs à mettre en œuvre les engagements de désarmement pris au titre de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et des accords conclus lors des précédentes conférences d'examen.

Le Costa Rica appelle de nouveau la République populaire démocratique de Corée à démanteler son programme d'armes nucléaires et à réintégrer le Traité sur la non-prolifération en tant qu'État non doté d'armes nucléaires. Nous lui demandons instamment de respecter pleinement toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de coopérer sans délai avec l'Agence internationale de l'énergie atomique en ce qui concerne la mise en œuvre intégrale et effective de son accord de garanties généralisées. En outre, nous exhortons la République populaire démocratique de Corée, ainsi que d'autres États concernés, à renouveler leur engagement diplomatique, y compris au travers des pourparlers à six, afin de contribuer à la réalisation de cet objectif.

Le Costa Rica invite aussi instamment les États dotés d'armes nucléaires à réfléchir sérieusement à leurs responsabilités et obligations au titre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de la Charte, ainsi qu'à leurs obligations en matière de désarmement et de non-prolifération, et à s'en acquitter pour parvenir à l'élimination complète des armes nucléaires.

M^{me} Kalkku (Finlande) (*parle en anglais*) : La Finlande regrette vivement que la Fédération de Russie ait fait usage de son droit de veto au Conseil de sécurité le 28 mars (voir S/PV.9591), bloquant ainsi la prorogation du mandat du Groupe d'experts, qui aide le Comité

du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) à surveiller l'application des sanctions contre la Corée du Nord.

Le projet de résolution (S/2024/255) qui a fait l'objet d'un veto bénéficiait d'un large soutien au sein du Conseil de sécurité. Le rédacteur avait travaillé dur pour trouver un compromis, et 13 voix ont voté pour le projet de résolution. C'était la deuxième fois en l'espace d'un an que la Fédération de Russie opposait son veto au mandat d'un groupe d'experts dans le cadre d'un régime de sanctions de l'ONU. Il s'agit là d'une évolution inquiétante.

L'utilisation du droit de veto par la Fédération de Russie porte atteinte au rôle du Conseil de sécurité, auquel les États Membres ont confié la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'Article 24 de la Charte des Nations Unies n'est pas un engagement mineur de la part des États Membres. Le veto fait fi des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, que les États Membres de l'Organisation défendent quotidiennement.

Au cours de son existence, le Groupe d'experts a été la principale source d'informations fiables, impartiales et objectives, largement diffusées au plan international, sur la mise en œuvre des sanctions de l'ONU. Bien que le veto ne remette pas en cause les sanctions elles-mêmes, il a de sérieuses implications. Le travail du Groupe d'experts est inestimable car il fournit une évaluation crédible en appui à tous les États Membres de l'ONU et aux autorités nationales chargées de la mise en œuvre des sanctions, ainsi qu'aux entreprises et aux organisations de la société civile. Il est important de noter que le Groupe d'experts surveille également les éventuelles conséquences humanitaires imprévues qu'auraient les sanctions sur la population civile.

La Finlande souligne l'importance de la résolution 76/262. L'initiative relative au veto, qui date de deux ans, est un outil essentiel pour rendre le Conseil plus transparent et plus responsable. Elle accentue la capacité de l'Assemblée générale à agir et à faire respecter les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies lorsque le Conseil de sécurité n'est pas en mesure de s'acquitter de ses fonctions.

Les activités relatives aux programmes d'armes nucléaires ou de missiles balistiques menées actuellement par la République populaire démocratique de Corée représentent une grave menace contre la paix et la sécurité internationales. Ces activités sapent le régime mondial de non-prolifération et de désarmement. Par

ailleurs, les transferts d'armes entre la République populaire démocratique de Corée et la Russie violent plusieurs résolutions du Conseil de sécurité.

Enfin, il est extrêmement regrettable que le veto d'un État Membre empêche d'utiliser les moyens dont dispose le Conseil de sécurité pour maintenir efficacement la paix et la sécurité internationales et de tirer parti des mesures dont dispose l'ONU pour promouvoir un règlement et des solutions pacifiques, y compris dans la péninsule coréenne.

M^{me} Rodríguez Mancia (Guatemala) (*parle en espagnol*) : Je voudrais remercier le Président d'avoir convoqué ce débat que, malheureusement, l'Assemblée générale doit tenir pour discuter de l'utilisation du droit de veto par un membre permanent du Conseil de sécurité sur le projet de résolution (S/2024/255) qui aurait renouvelé le mandat du Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) concernant la République populaire démocratique de Corée.

Conformément à la Charte des Nations Unies, les États Membres confient au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et reconnaissent qu'en s'acquittant des devoirs que lui impose cette responsabilité, le Conseil agit en leur nom à tous et conformément aux buts et principes des Nations Unies. En effet, en vertu de l'Article 25 de la Charte, nous sommes convenus d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité. De ce fait, les décisions et résolutions qu'il adopte, de même que sa représentation et les mesures qu'il prend, lui confèrent une grande responsabilité vis-à-vis de tous les États Membres. Malgré cela, une fois de plus, le Conseil de sécurité a failli à sa fonction première de maintien de la paix et de la sécurité internationales en raison de l'utilisation irresponsable du droit de veto par l'un de ses membres permanents.

Le Guatemala s'inquiète vivement que le renouvellement du mandat de cet important groupe d'experts ait fait l'objet d'un veto alors qu'il joue un rôle capital. Le 18 mars, la Corée du Nord procédait à trois nouveaux lancements de missiles balistiques. Il y a quelques mois, elle a mis en orbite un satellite militaire, en violation de nombreuses résolutions largement soutenues, y compris par le pays qui a utilisé son droit de veto.

Un nouvel essai nucléaire ne peut être exclu. Dans ce contexte, qui peut sérieusement douter de la nécessité d'un groupe d'experts indépendants qui recueille des

informations étayées par des faits sur les violations des diverses résolutions ?

Le Guatemala juge profondément préoccupant le veto qui a été opposé à la prorogation du mandat du Groupe d'experts. Il empêche l'Assemblée générale de disposer d'un outil essentiel pour suivre la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité, y compris des sanctions, ainsi que des exemptions humanitaires. Ce veto prive l'ensemble des États Membres d'une source d'information cruciale sur une question qui intéresse directement leur sécurité et la stabilité internationale. Enfin, c'est aussi un facteur qui mine l'architecture de désarmement et de non-prolifération.

On ne peut pas dire que le Groupe d'experts a manqué à son devoir d'impartialité. Le Groupe d'experts ne juge pas les États, mais s'appuie sur les informations que tous les États sont libres de lui communiquer via des rapports périodiques volontaires. Il fournit des éléments d'analyse qui viennent nourrir les délibérations des membres du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), sans préjuger des décisions qui seront prises.

De plus, il ne faut pas oublier que le renouvellement du mandat du Groupe d'experts s'appliquerait non seulement à la résolution 1718 (2006), mais aussi à toutes celles concernant les différentes mesures imposées à ce pays, comme la présentation du rapport à mi-parcours en août 2024 et d'un rapport final en 2025.

Il ne fait aucun doute que les contributions du Groupe d'experts ont été d'une grande importance et constituent une contribution précieuse non seulement à la mise en œuvre du régime du Comité créé par la résolution 1718 (2006), mais aussi à l'architecture internationale de désarmement et de non-prolifération. La Corée du Nord poursuit ses activités déstabilisatrices, et le Conseil de sécurité se devait d'agir et de répondre à cette grave crise de prolifération.

Je tiens à réaffirmer que le Guatemala est attaché à la paix et à la sécurité internationales. Nous avons donc condamné à plusieurs reprises la poursuite du développement d'armes nucléaires et de programmes de missiles balistiques par la République populaire démocratique de Corée, et nous avons exhorté ce pays à respecter ses obligations et engagements internationaux et à s'y conformer d'une manière complète, vérifiable et irréversible. Ces actions, qui défient ouvertement l'autorité du Conseil de sécurité, conduisent à des tensions accrues dans la

péninsule coréenne, mettant ainsi en péril la paix et la sécurité dans la région et dans le monde entier.

Bien qu'ils connaissent les risques d'anéantissement nucléaire, de dévastation humanitaire et de destruction de l'environnement liés à la prolifération de ces armes, certains États détenteurs continuent d'investir dans la modernisation de leurs têtes nucléaires et de leurs vecteurs. Nous devons nous engager à éliminer complètement les armes nucléaires, car c'est le seul moyen d'écarter tout risque. À la lumière de ce qui précède, sur la base des conclusions du Comité 1718 et comme le montre l'état actuel du régime de non-prolifération, mon pays estime que les conditions ne sont pas réunies pour leur faire confiance et laisser leurs activités suivre leur cours sans le contrôle spécialisé nécessaire, effectué dans le cas présent par le Groupe d'experts.

L'unité au sein du Conseil de sécurité est essentielle pour relever les défis qui se posent en matière de paix et de sécurité internationales. Nous sommes convaincus que les membres du Conseil ont la capacité d'aborder ces questions dans un esprit de coopération et de compromis. Les divergences ne doivent pas continuer de faire obstacle aux travaux du Conseil.

Le mandat du Comité 1718 reste inchangé, et son travail sera, sans aucun doute, entravé sans le soutien du Groupe d'experts. Nonobstant, nous sommes convaincus qu'en tant que Présidente du Comité, la Suisse continuera à préserver les travaux du Comité et à rechercher les moyens de fournir aux membres les informations pertinentes pour évaluer la mise en œuvre des sanctions, rendre compte des travaux du Comité et soutenir les efforts qui sont faits aux fins de la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité.

En conclusion, la délégation guatémaltèque reconnaît le rôle fondamental joué par les résolutions du Conseil de sécurité dans le domaine du désarmement et de la sécurité internationale. En raison de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons, nous demandons instamment que les négociations sur la réforme du Conseil de sécurité se poursuivent afin de surmonter les défis auxquels nous sommes confrontés dans notre action en faveur d'un désarmement nucléaire complet, vérifiable, transparent et irréversible dans des délais clairement établis et sous un contrôle international approprié.

M^{me} Rodríguez Acosta (El Salvador) (*parle en espagnol*) : La délégation de la République d'El Salvador exprime sa gratitude pour la tenue de ce débat plénier, conformément aux dispositions de la résolution 76/262,

qui institue un mandat permanent permettant à l'Assemblée générale de tenir un débat en cas de recours au droit de veto au Conseil de sécurité. Il est essentiel, à cet égard, de souligner l'importance de ces débats, qui constituent un pas important vers le renforcement des mécanismes d'application du principe de responsabilité et de transparence au sein de l'Organisation.

Comme nous l'avons répété à plusieurs reprises, mon pays reconnaît la responsabilité fondamentale qui incombe au Conseil de sécurité dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, conformément aux principes consacrés par la Charte des Nations Unies et le droit international. À cet égard, nous apprécions la création de mécanismes spécialisés pour traiter ces questions, comme le Groupe d'experts qui assiste le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) en ce qui concerne les sanctions imposées à la République populaire démocratique de Corée.

Nous pensons que aussi bien le Comité 1718 que son groupe d'experts jouent un rôle essentiel dans la fourniture d'informations aux États Membres en procurant des données pertinentes sur la République populaire démocratique de Corée, ce qui permet une prise de décision éclairée et fondée sur des données probantes. La fréquence et l'exhaustivité des rapports publiés sur la République populaire démocratique de Corée sont essentielles, notamment en ce qui concerne le respect des sanctions. Nous pensons également qu'il est impératif que les travaux du Groupe d'experts soient exempts de considérations politiques, car son impartialité est cruciale pour préserver la stabilité dans la péninsule coréenne et contribuer aux efforts de dénucléarisation dans la région.

Pour El Salvador, le veto opposé à cet important groupe affaiblit l'architecture mondiale du désarmement et de la non-prolifération et pourrait entraîner une escalade de la course aux armements engagée par la République populaire démocratique de Corée, en particulier en ce qui concerne les armes nucléaires. Mon pays a condamné à plusieurs reprises les actions qui mettent en danger la stabilité régionale, telles que les tests militaires, y compris les essais nucléaires et les tirs de missiles balistiques, qui vont à l'encontre des efforts que fait la communauté internationale pour réduire les tensions nucléaires, en particulier à un moment de forte tension géopolitique sur la maîtrise des armements, le désarmement et la sécurité internationale.

Conformément à notre longue tradition de promotion du désarmement nucléaire, du désarmement général et complet et de la non-prolifération, nous nous déclarons

préoccupés par les mesures prises par la République populaire démocratique de Corée pour renforcer ses capacités militaires, en particulier dans le domaine nucléaire, ce qui va à l'encontre de l'objectif international de désarmement nucléaire. Nous sommes fermement convaincus que l'utilisation des technologies nucléaires doit se faire exclusivement à des fins pacifiques, dans l'intérêt de l'humanité, et être soumise au contrôle strict de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

À cet égard, nous demandons instamment au Conseil d'entamer de bonne foi des négociations pour renouveler le mandat du Groupe d'experts du Comité 1718. Nous exhortons la République populaire démocratique de Corée à respecter ses obligations internationales et à engager un dialogue constructif afin de promouvoir une paix durable dans la péninsule coréenne.

Pour finir, en tant qu'État partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), nous préconisons l'adhésion de tous les États à son régime de contrôle de la non-prolifération et au système de garanties de l'AIEA pour l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Nous exhortons la République populaire démocratique de Corée à rejoindre le TNP et son système de garanties dans les plus brefs délais.

M. Larsen (Australie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président d'avoir convoqué la présente séance. L'initiative relative au veto est un mécanisme important pour promouvoir la transparence et l'application du principe de responsabilité dans l'emploi du veto. L'Australie exprime sa vive préoccupation quant au veto opposé par la Russie dans le cas dont nous sommes saisis (voir S/PV.9591) et réaffirme son soutien, dans les termes les plus fermes, au maintien de tous les éléments du régime de sanctions contre la République populaire démocratique de Corée.

Les actions déstabilisatrices de la République populaire démocratique de Corée constituent l'une des menaces les plus graves pour la paix et la stabilité dans la région Indopacifique et dans le monde entier. Le fait que ce pays continue délibérément à mettre au point des armes de destruction massive compromet les efforts collectifs visant à soutenir la sécurité régionale et mondiale et à éviter les catastrophes.

Les actions de la République populaire démocratique de Corée violent également de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité. En vertu de la Charte des Nations Unies, le Conseil de sécurité est tenu de maintenir la paix et la sécurité internationales. Cela doit

inclure l'application de ses propres résolutions. Sans cela, la crédibilité et l'autorité du Conseil sont sapées. Dans le cas qui nous occupe, un membre permanent du Conseil de sécurité a porté atteinte au régime de sanctions imposé par le Conseil lui-même, mettant ainsi fin à 14 ans de consensus sur la question.

Le Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) est essentiel pour faire respecter le régime de sanctions créé par la résolution 1718 (2006). Ses rapports permettent de rendre compte de la situation d'un État dont les informations ne sont pas vérifiables, et ils ont aidé tous les États Membres à respecter leurs obligations. Mais, comme nous le savons, les rapports du Groupe d'experts avaient commencé à exposer au grand jour les transferts d'armes illégaux entre la République populaire démocratique de Corée et la Russie en appui à la guerre illégale de cette dernière en Ukraine.

Il est clair que c'est la raison pour laquelle la Russie a utilisé son droit de veto pour faire taire les enquêtes indépendantes et objectives du Groupe sur les violations flagrantes des résolutions du Conseil de sécurité par la République populaire démocratique de Corée. Ce faisant, elle cautionne la quête illégale d'armes de destruction massive par la République populaire démocratique de

Corée, au détriment du régime mondial de non-prolifération et de la paix et de la sécurité internationales. Ce n'est pas le comportement d'un État Membre responsable, et nous sommes tous tenus de le dénoncer. Nous demandons à ceux qui ont de l'influence sur la Russie de la pousser à considérer les graves implications de ses actions pour la paix et la sécurité internationales.

L'Australie reste déterminée à respecter toutes les mesures prises par l'ONU contre les programmes illégaux d'armes de destruction massive et de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée. Nous appelons le Conseil de sécurité, ainsi que les autres États Membres, à veiller à ce que les résolutions du Conseil soient appliquées et à œuvrer à la réalisation de notre objectif commun, à savoir que la République populaire démocratique de Corée abandonne toutes ses armes nucléaires, ses autres armes de destruction massive et ses programmes de missiles balistiques, et ce, d'une manière complète, vérifiable et irréversible.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat sur cette question. Nous entendrons les orateurs et oratrices restants cet après-midi à 15 heures dans cette salle.

La séance est levée à 13 h 5.